



BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE.

Rapport de conjoncture économique, monétaire et financière au 31 mars 2026 et perspectives à court et moyen termes de la Guinée Equatoriale.

COMITE NATIONALE ECONOMIQUE ET FINANCIER-REPUBLIQUE DE GUINEE EQUATORIALE.

www.cnef-ge.org

Table des matières

VUE D'ENSEMBLE	5
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL.....	6
1.1 Perspectives de l'économie mondiale.....	6
1.2 Conditions monétaires et financières des principales banques centrales.....	8
1.3 Marche des changes.....	9
1.4 Conjoncture économique de la zone CEMAC.....	10
1.5 Marche des produits de base	12
2. EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 MARS 2026	14
2.1 Secteur réel et prix	15
2.2 Marché du travail	26
2.3 Finances publiques	27
2.4 Surveillance Multilatérale.....	29
2.5 Secteur Extérieur.....	30
3. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES.....	30
3.1 Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large (M2)	31
3.2 Evolution de la masse monétaire au sens large (M2).....	35
3.3 Structure de la masse monétaire.....	35
4. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE EN GUINÉE EQUATORIAL AU 31 MARS 2026	36
4.1 L'Actif	36
4.2 Passif.....	37
5. LE SYSTEME BANCAIRE ÉQUATO-GUINÉEN AU 31 MARS 2026.....	39
5.1 Evolution des opérations avec la clientèle.....	40
5.2 Respect des normes prudentielles	46
5.3 Analyse de la situation des établissements de microfinance de la GE	48
5.3.1. Dynamique d'activité des EMF en Guinée Equatoriale	49
5.3.2. Situation prudentielle des EMF en Guinée Equatoriale.....	49
6. MARCHE MONETAIRE.....	50
6.1.Evolution des interventions de la Banque Centrale	50
6.2 Evolution des réserves obligatoires	52
6.3 Conditions d'intervention de la BEAC.....	52
6.4 Evolution du marché des titres publics	53
6.5 Concours de la BEAC au Trésor National	55
6.6 Evolution des placements publics	55
7. CONCLUSIONS	56
8.PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES DE LA GUINEE EQUATORIALE A MOYEN TERME (2026-2029).....	57
ANNEXES.....	58

Liste des tableaux

Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2024-2026)
Tableau 2 : Contribution de la demande à la croissance réelle
Tableau 3: Contributions des secteurs à la croissance réelle
Tableau 4: Evolution des Finances Publiques de la Guinée Equatoriale
Tableau 5 : Indicateurs macroéconomique clés analysés (2024-2025)
Tableau 6. Situation monétaire résumée (en millions de FCFA)
Tableau 7. Evolution des avoirs extérieurs Nets (en millions de FCFA)
Tableau 8. Créances nettes sur l'Etat (en millions de FCFA)
Tableau 9. Crédits à l'Economie (en millions de FCFA)
Tableau 10. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2)
Tableau 11: Situation comptable résumée de la Banque Centrale
Tableau 12. Evolution de la situation bilancielle
Tableau 13. Evolution des dépôts de la clientèle par type de comptes
Tableau 14. Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants
Tableau 15. Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires
Tableau 16. Evolution des opérations de trésorerie
Tableau 17. Evolution des opérations avec la BEAC
Tableau 18. Evolution des opérations avec les correspondants associés
Tableau 19. Nombre de banques en conformité avec les normes prudentielles
Tableau 20 : Taux d'intervention de la BEAC

Liste des graphiques

Graphique 1. Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale 2019-2025)
Graphique 2. Évolution mensuelle de la production de bois en grume
Graphique 3. Évolution de la production du pétrole (brut + condensat)
Graphique 4. Évolution de la production du Gaz
Graphique 5. Evolution de la transformation de bois
Graphique 6. Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle Graphique 7.
Evolution des injections de liquidité
Graphique 8. Evolution des opérations de reprise de liquidité
Graphique 9. Evolution des Réserves Obligatoires
Graphique 10. Evolution des titres publics
Graphique 11. Evolution des Créances a l'Etat
Graphique 12. Evolution des dépôts publics.

Anexes

Anexe 1. Tableau de principaux indicateurs économiques, financiers et Sociaux
Anexe 2. L'Actif du BEAC
Anexe 3. Passif de BEAC

Liste des sigles et abréviatures utilisés

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de 'Afrique Centrale

CMM : Comité du Marché Monétaire

CPM : Comité de Politique Monétaire

DCU : Dépositaire Central Unique EMF : Etablissement de microfinance

FALB : Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire

FCFA : Franc de la Coopération Financière en Afrique

FED: Federal Reserve System

FMI: Fonds Monétaire International

FOMC: Federal Open-Market Committee

ICAE : Indice Composite des Activités Economiques

ICCPB : Indice Composite des Cours des Produits de Base

ICMF : Indice des Conditions Monétaires et Financières

IPC : Indice des Prix à la Consommation

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OTA : Obligations du Trésor Assimilables

PBoC: People's Bank of China

PEM : Perspectives Economiques Mondiales

PIB : Produit Intérieur Brut

SARB: South African Reserve Bank

SESAME : Système d'Evaluation et de Supervision des Activités de Microfinance

SVT : Spécialiste en Valeur du Trésor

TCEM: Taux de Couverture Extérieure de la Monnaie

TCEN : Taux de Change Effectif Nominal

TCER : Taux de Change Effectif Réel

TIAO : Taux d'Intérêt des Appels d'Offres

TIMP : Taux d'Intérêt Interbancaire Moyen Pondéré

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

CODAFIS : Comité de Collecte, de Traitement et de Vérification des Données Fiscales

VUE D'ENSEMBLE

Selon les projections du FMI, mises à jour en avril 2026, la croissance mondiale s'établirait à 3,1% en 2026 et 3,2% en 2027 après avoir été de 3,4% en 2025.

Par grandes zones économiques, le taux de croissance réel pour les économies avancées se situerait à 1,8% en 2026 et 1,7% en 2027, après 1,9% en 2025. Pour les économies émergentes et en développement, la croissance devrait tomber à 3,9 % en 2026 et rebondir à 4,2 % en 2027. En Afrique subsaharienne, la croissance devrait rester relativement stable à 4,3 % en 2026 et 4,4 % en 2027.

S'agissant des prix, l'inflation mondiale devrait revenir en hausse de 4,4% en 2026 après 4,1% en 2025 et devrait diminuer à 3,7% en 2027.

Sur le plan régional, la croissance économique dans la CEMAC ralentirait à 2,9 % en 2026, contre 3,5 % en 2025, principalement en raison de la contre-performance du secteur non pétrolier. En revanche, le secteur pétrolier connaîtrait une légère reprise, soutenue par les investissements destinés au maintien de la production.

En Guinée équatoriale, l'économie nationale devrait se contracter de 2,7 %, ce qui représenterait une amélioration par rapport à la baisse de 6,4% estimée en 2025.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE, FINANCIER ET MONETAIRE INTERNATIONAL

1.1 Perspectives de l'économie mondiale

L'économie mondiale est menacée de déstabilisation, cette fois-ci par le déclenchement à fin février 2026, d'une guerre au Moyen-Orient. Au cours de l'année écoulée, des vents contraires générés par l'augmentation des obstacles au commerce et par la forte incertitude ont été compensés par des vents favorables résultant des investissements liés aux technologies, des conditions financières accommodantes, telles que la dépréciation du dollar, ainsi que du soutien budgétaire et monétaire. Le conflit au Moyen-Orient, par ses répercussions sur les marchés des produits de base, les anticipations d'inflation et les conditions financières, vient fortement contrarier ces vents favorables.

Sur la base des prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), mises à jour en avril 2026, la croissance mondiale s'établirait à 3,1% en 2026 et 3,2% en 2027 après avoir été de 3,4% en 2025.

Par espace géographique, le taux de croissance réel pour les **économies avancées** se situerait à 1,8% en 2026 et 1,7% en 2027, après 1,9% en 2025.

Aux États-Unis, la croissance devrait s'établir à 2,3 % en 2026 et 2,1% en 2027, après 2,1% en 2025.

Dans **la zone euro**, la croissance devrait passer de 1,4 % en 2025 à 1,1 % en 2026 puis à 1,2 % en 2027. L'impact du conflit au Moyen-Orient devrait s'ajouter aux effets persistants de la hausse durable des prix de l'énergie depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, freinant l'industrie manufacturière, avec une pression supplémentaire due à l'appréciation réelle de l'euro par rapport aux monnaies des pays exportant des produits similaires.

Dans **les économies émergentes et les pays en développement**, la croissance devrait tomber à 3,9 % en 2026 et rebondir à 4,2 % en 2027. Le conflit au Moyen-Orient a un impact varié sur la croissance en fonction des expositions différenciées, proximité géographique, flux financiers, envois de fonds et dépendances énergétiques. Globalement, il a un impact net plus important sur la croissance dans ces économies que dans les économies avancées.

La croissance de la **Chine** en 2026 et 2027 serait légèrement revue à la baisse de 4,4% et 4,0% respectivement. En **Inde**, la croissance devrait rester vigoureuse à 6,5% en 2026 et 2027, après 7,5% en 2025.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance devrait rester relativement stable à 4,3 % en 2026 et 4,4 % en 2027. Toutefois, certaines économies de la région, particulièrement les pays importateurs nets de pétrole non riches en ressources, seraient affectés négativement par le conflit au Moyen-Orient.

Dans **l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, la croissance devrait monter à 6,2% en 2026, après 6,1% en 2025, du fait des bonnes perspectives des activités extractives.

La croissance du **volume du commerce mondial** devrait diminuer de 5,1 % en 2025 à 2,8 % en 2026, puis augmenter à 3,8 % en 2027. Ces dynamiques reflètent un effet d'anticipation en début de période ainsi que l'impact des tarifs douaniers, atténué par des ajustements dans les liens commerciaux et les chaînes de production au fil du temps.

L'inflation globale devrait revenir en hausse de 4,4% en 2026 après 4,1% en 2025 et devrait diminuer à 3,7% en 2027.

Tableau 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international (2025-2027)

	2025	2026	2027
INDICATEURS [1] (en %, sauf indication contraire)			
Taux de croissance			
Economie mondiale	3,4	3,1	3,2
Economies avancées	1,9	1,8	1,7
Etats-Unis	2,1	2,3	2,1
Japon	1,2	0,7	0,6
Canada	1,7	1,5	1,9
Royaume-Uni	1,3	0,8	1,3
Zone Euro	1,4	1,1	1,2
Afrique Sub-saharienne	4,5	4,3	4,4
Nigéria	4,0	4,1	4,3
Afrique du Sud	1,1	1,0	1,3
UEMOA	6,1	6,2	6,2
Economies émergentes et pays en développement	4,4	3,9	4,3
Chine	5,0	4,4	4,0
Inde	7,6	6,5	6,5
Taux d'inflation globale	4,1	4,6	3,7

Source : FMI (WEO mise à jour d'avril 2026), perspectives de développement en Afrique de l'Ouest et rapport sur la Politique Monétaire de la CEMAC.

1.2 Conditions monétaires et financières des principales banques centrales

Au niveau des conditions monétaires et financières, la majorité des principales Banques Centrales ont adopté une approche prudente de leurs politiques monétaires privilégiant le maintien de leur principaux taux directeurs encouragée par la forte incertitude liée à l'issue de la crise au Moyen-Orient.

Dans la zone euro, **la Banque Centrale Européenne (BCE)** a décidé, lors de sa réunion du 11 juin 2026, de relever ses trois taux directeurs de 25 points de base à compter du 17 juin 2026. Ainsi, le taux de la facilité de dépôt est passé à 2,25 %, celui des opérations principales de refinancement à 2,40 %, et celui de la facilité de prêt marginal à 2,65 %. Le Conseil justifie ce durcissement par la nécessité d'assurer la maîtrise de l'inflation à moyen terme, face aux pressions générées par la guerre au Moyen-Orient sur les prix de l'énergie.

Au Royaume-Uni, **la Bank of England (BoE)**, lors de sa réunion du 18 juin 2026, a décidé de laisser inchangé son taux directeur à 3,75 %, après une baisse de 25 points de base en décembre 2025, en ajoutant qu'il serait « prêt à agir » si les anticipations inflationnistes commençaient à augmenter.

Au Canada, le Conseil de la **Banque du Canada (BdC)** a décidé à l'issue de sa réunion du 10 juin 2026 de maintenir son taux cible du financement à un jour à 2,25 %, après une baisse de 25 points de base, le 29 octobre 2025. Le taux officiel d'escompte demeure à 2,5 %, et le taux de rémunération des dépôts, à 2,20 %.

Aux Etats-Unis, **le Federal Open Market Committee (FOMC)**, lors de sa réunion tenue les 18 et 19 juin 2026, a décidé de maintenir inchangée la fourchette cible de ses taux directeurs entre 3,50 % et 3,75 %. Cette décision s'inscrit dans un contexte où l'activité économique continue reste solide, en dépit du niveau relativement élevé de l'inflation, en lien avec la hausse des prix mondiaux de l'énergie.

La **Banque Centrale du Japon (BoJ)** a décidé, au cours de la réunion de son Comité de Politique Monétaire les 15 et 16 juin 2026, de relever son taux directeur de 25 points de base à 1,0% dans le but de contrer une inflation persistante et stabiliser le Yen, qui s'est fortement déprécie face au Dollar américaine.

En **Chine**, le 20 mai 2026, le Comité de politique monétaire a maintenu inchangé ses principaux taux directeurs, dans le but de dans le but de soutenir la reprise économique tout en gérant les risques liés à la dette immobilière. Par ailleurs, la

PBOC continue de privilégier des mesures de soutien ciblées, notamment par une gestion flexible de la liquidité bancaire et le maintien d'un taux de réserve obligatoire approprié, afin de stimuler la consommation et de soutenir la demande intérieure.

La **Banque Centrale du Nigéria** a décidé, au terme de sa réunion tenue les 19 et 20 mai 2026, de maintenir son principal taux directeur (Monetary Policy Rate ou MPR) inchangé à 26,50 %, Malgré la persistance de pressions inflationnistes, la CBN choisit d'évaluer l'impact des mesures de resserrement antérieures sur l'économie réelle.

En Afrique du Sud, le 28 mai 2026, la **South African Reserve Bank (SARB)** a décidé, lors de la réunion de son Comité de politique monétaire, de relever de 25 points de base son taux directeur, le portant à 7,0 %. Cette décision a été prise dans un contexte d'intensification des risques inflationnistes liés aux chocs énergétiques et alimentaires mondiaux.

Dans la zone UEMOA, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la **Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)** a décidé, à l'issue de sa réunion du 10 juin 2026, de maintenir inchangés ses principaux taux directeurs. Ainsi, le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques reste fixé à 3,00 %, et le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal à 5,00 %. Le Comité a également décidé de maintenir le coefficient des réserves obligatoires applicable aux établissements assujettis de l'Union à 3,0 %.

1.3 Marche des changes

Selon le dernier rapport du CPM de la BEAC de Juin 2026, le marché des changes se présente comme suit au 31 mars 2026 :

- l'euro s'est globalement dépréciée (-0,48 %) par rapport aux devises des 42 principaux partenaires commerciaux de l'Eurosystème, comparée à l'appréciation (+0,13 %) enregistrée au dernier trimestre 2025 ;
- la devise européenne s'est appréciée (+0,64 %) face au dollar américain, pour s'établir à 1,1707 ;
- les taux de change bilatéraux vis-à-vis des autres grandes devises, notamment celles des pays avancés, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du yen japonais (2,38 %) et du franc suisse (+1,66 %). A l'inverse, l'euro s'est

déprécié par rapport au dollar australien (4,96 %), au yuan chinois (1,71 %), à la livre sterling (0,82 %), au dollar canadien (1,11 %).

Globalement, depuis le début de l'année 2026, l'évolution de la parité euro/dollar a connu de faibles variations, oscillant entre 1,14 \$ et 1,19 \$. La tendance est à une appréciation de la devise européenne par rapport à la devise américaine, influencée par i) les attentes des marchés boursiers sur d'éventuelles baisses à venir du taux directeur de la Réserve Fédérale américaine (Fed) et ii) une politique monétaire plutôt stable par la Banque Centrale Européenne, consolidant ainsi la force de l'euro.

1.4 Conjoncture économique de la zone CEMAC

Au premier trimestre 2026, les données recueillies par les Services de la BEAC indiquent une progression modérée de l'activité économique dans la CEMAC. En effet, l'Indice Composite des Activités Économiques (ICAE) est ressortie à 4,9% en glissement annuelle, comme au quatrième trimestre 2025, en ralentissement par rapport au premier trimestre 2025 (9,0 %). Cette dynamique s'explique par une moindre impulsion du secteur public, partiellement compensée par le dynamisme du secteur privé, notamment les services marchands et la résilience des produits de base.

Le secteur public a globalement pesé sur l'activité économique dans la CEMAC, sous l'effet de l'essoufflement de la commande publique dans certains pays notamment au Cameroun et au Gabon, consécutif à l'achèvement de certains grands chantiers d'infrastructure et à un timide démarrage des travaux publics à cette période de l'année. En outre, la contraction des dépenses publiques des Etats de la CEMAC dans un contexte de rigueur budgétaire devrait renforcer cet effet modérateur du secteur public sur la croissance régionale.

En revanche, le secteur privé a offert un soutien plus marqué, une bonne tenue des branches des télécommunications, des brasseries et dans une moindre mesure les BTP, mais un ralentissement dans l'agroindustrie et les services financiers dans la plupart des Etats de la CEMAC, et dans une moindre mesure au Gabon. Les financements bancaires, en hausse dans plusieurs pays, ont soutenu les services, agro-industries et les BTP. Toutefois, les difficultés d'accès à l'énergie, qui pèsent sur les coûts d'exploitation et la trésorerie des entreprises, ainsi que les contraintes logistiques ont limité l'ampleur du redressement dans le secteur hors pétrole.

Sur le front des prix, l'inflation dans la CEMAC est restée sous la norme communautaire de 3 %, revenant de 4,0 % en mars 2025 à 1,4 % en mars 2026 (après 2,0 % en décembre 2025).

Pour l'année 2026, les Services de la Banque Centrale tablent sur une croissance économique positive dans CEMAC qui ressortirait à 3,2 % en 2026, contre 3,4 % en 2025, dans un contexte d'amélioration des termes de l'échange en 2026 (+18,7), après une détérioration en 2025 (- 7,9 %). Cette évolution s'expliquerait principalement par la décélération du secteur non pétrolier (3,4 % en 2026, contre 4,7 % en 2025), combinée par une meilleure performance du secteur pétrolier (+2,2 % en 2026, après -1,8 % en 2025), ce dernier favorisé par l'évolution des cours internationaux des matières premières exportées par les pays de la CEMAC, en particulier du pétrole brut (28,7 % à 87,2 dollars USD/baril), et du gaz naturel (23,7 % à 238,6 dollars/baril), suivant l'évolution des tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

A moyen terme, les projections macroéconomiques mises à jour en mai 2026 par les Services de la BEAC mettent en exergue une consolidation de l'activité économique dans la CEMAC sur la période 2027-2029, avec un taux de croissance du PIB réel projeté à 3,6 % en moyenne annuelle. Sur cette période, la croissance économique de la Sous-région s'appuierait sur une diversification progressive de son secteur extractif et sur l'amorce de sa transformation locale, réduisant ainsi sa vulnérabilité historique aux chocs externes, notamment face à l'instabilité géopolitique actuelle. Cette bonne dynamique sera soutenue par deux piliers sectoriels majeurs :

- La bonne tenue des activités dans le secteur des mines et de la métallurgie : l'activité économique bénéficiera de la montée en puissance de grands gisements de fer transfrontaliers et nationaux (Milingui et Baniaka au Gabon, Grand Zambézi et Lobé au Cameroun, Nabeba au Congo), qui s'accompagnerait de l'émergence d'une industrie métallurgique locale. Cette dynamique sera renforcée par le développement des projets de bauxite au Cameroun, de l'or et de l'antimoine au Tchad, l'exploitation de la potasse au Congo et les efforts d'industrialisation de la filière aurifère sous-régionale.
- L'essor de la filière gazière en complément de l'extraction pétrolière : la construction des centrales électriques couplée à l'accélération des projets gaziers (GNL et GPL) dans quatre pays (Cameroun, Congo, Gabon et Guinée Équatoriale), qui diversifiera le profil énergétique de la zone, permettrait de

répondre à la demande régionale d'industrialisation et de sécuriser les sources d'approvisionnement énergétique.

Concernant les autres agrégats macroéconomiques, les perspectives à moyen terme (2027- 2029) seraient marquées par une amélioration progressive des équilibres macroéconomiques de la Sous-région, soutenue par la consolidation attendue des finances publiques, le renforcement de la position extérieure et la poursuite du financement de l'activité économique. Dans ce contexte, les profils à moyen terme des autres comptes macroéconomiques seraient les suivants :

- Le déficit du solde budgétaire, base engagements hors dons, devrait se réduire, revenant de 1,9 % du PIB en 2027 à 1,3 % du PIB en 2028, puis à 0,5 % du PIB en 2029 ;
- le déficit du solde extérieur courant, dons officiels inclus, se situerait en moyenne annuelle autour de 3,6 % du PIB sur la période 2027-2029 ; et
- les agrégats monétaires poursuivraient leur progression entre 2027 et 2029, avec des taux moyens de croissance annuelle de 6,2 % pour la masse monétaire, de 20,0 % pour les avoirs extérieurs nets du système monétaire et de 6,7 % pour les crédits à l'économie.

Côté prix, Pour la CEMAC, l'inflation moyenne demeurerait au-dessous de la cible communautaire de 3 %, mais révisée légèrement à la hausse par rapport aux prévisions de décembre 2025, autour de 2,4 % en 2026, 3,0 % en 2027, 2,7 % en 2028 (après 2,1 % en 2025).

1.5 Marche des produits de base

Au premier trimestre 2026, les cours mondiaux des principales matières premières exportées par les pays de la CEMAC ont montré des évolutions variées selon les catégories de produits. Globalement, l'indice a progressé de 0,7 % sur la période, marquant ainsi une rupture avec la tendance baissière amorcée au deuxième trimestre 2025. Ce redressement global des cours s'explique par la conjonction de tensions géopolitiques persistantes, qui soutiennent la demande d'actifs sécurisés, et de contraintes structurelles pesant sur l'offre mondiale.

Ainsi, tiré par la hausse remarquable des produits énergétiques (23%), l'indice Composite des Cours des Produits de Base (ICCPB) exportés par les pays de la CEMAC, en glissement trimestrielle, a affiché une progression de 0,7 % au premier trimestre 2026, après le repli de 9,8 % au quatrième trimestre 2025.

Par catégorie de produits, les cours des produits énergétiques ont augmenté de 23,0 % au premier trimestre 2026, après une baisse de 1,3 % au trimestre précédent, grâce à la hausse simultanée du cours du baril de pétrole et du gaz naturel. Cette hausse des cours pétroliers s'explique principalement par l'intensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient combinée avec la politique de quotas restrictifs de l'OPEP+.

Par ailleurs, l'indice des cours des produits non énergétiques s'est replié de 15,4 % au cours du trimestre sous revue, après une baisse de 11,3 % au trimestre passé, principalement du fait du recul des prix sur les marchés des produits agricoles (- 21,8 %, après une baisse de 14,5 % au quatrième trimestre 2025). Par contre, il est observé une hausse des cours sur les marchés des produits forestiers (2,9 %, après - 1,5 % au trimestre passé), des métaux et minerais (2,9 %, après 0,9 % au trimestre précédent), et des produits de la pêche (2,1 %, après 2,9 % au troisième trimestre passé).

En termes de contribution, la dynamique de l'indice global des cours des produits de base exportés par les pays de la CEMAC a été dominée par l'évolution des prix des produits énergétiques (10,3 points), tandis que la variation négative des produits non énergétiques a contribué à hauteur de -9,6 points.

2. EVOLUTION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE DE LA GUINEE EQUATORIALE AU 31 MARS 2026

L'économie nationale devrait continuer à enregistrer une contraction de son activité en 2026, après le recul observé en 2025. Cette évolution s'expliquerait principalement par la faible performance des secteurs pétrolier et non pétrolier. Selon les prévisions actualisées pour 2026, le PIB réel devrait se contracter de 2,7 %, ce qui représenterait une amélioration par rapport à la baisse de 6,4% estimée en 2025.

Les principales hypothèses retenues pour l'évaluation de l'activité économique nationale en 2026 sont les suivantes :

- **Au plan externe :**

- i) une hausse des cours du pétrole de 29%, passant de 66,4\$ en 2025 à 85,8\$ en 2026 ;
- ii) une augmentation des cours du gaz de 23%, qui s'établit à 249,9\$ en 2026, contre 202,3\$ en 2025 ;
- iii) une baisse du prix à l'exportation du bois de 8%, qui passe de 93,6 FCFA /m³ en 2025 à 85,9 FCFA/m³ en 2026 ;
- iv) une appréciation du FCFA par rapport au Dollar de 4,2% passant de 580,8 FCFA/Dollar en 2025 à 556,3 FCFA/Dollar en 2026, et
- v) une amélioration de l'indice des termes de l'échange de 33% qui s'est situé à 86,1 en 2026 contre 64,8 en 2025.

- **Au niveau interne :**

- i) Sur la base des données fournies par CODAFIS, la production journalière du pétrole brut et condensat pour l'année 2026 prévoit une baisse de 17,9% passant de 64,1 milliers de barils/jour en 2025 à 52,6 milliers de barils/jour ;
- ii) une diminution prévue de 7,2% des exportations du méthanol et Autres Gaz, qui s'établirait à 3,4 millions de tonnes en 2026 contre 3,7 millions en 2025 ;

- iii) un recul de la production du bois de 7,1 %, passant de 111,1 milliers de m³ en 2025 à 103,2 milliers de m³ en 2026 ;
- iv) une légère augmentation des dépenses en capital de l'Etat de 2,3%, allant de 397,5 milliards FCFA en 2025 et se situerait à 406,6 milliards FCFA en 2026, et ;
- v) une augmentation prévue du taux d'inflation moyen annuel, passant de 2,3 % en 2025 à 4,1 % en 2026.

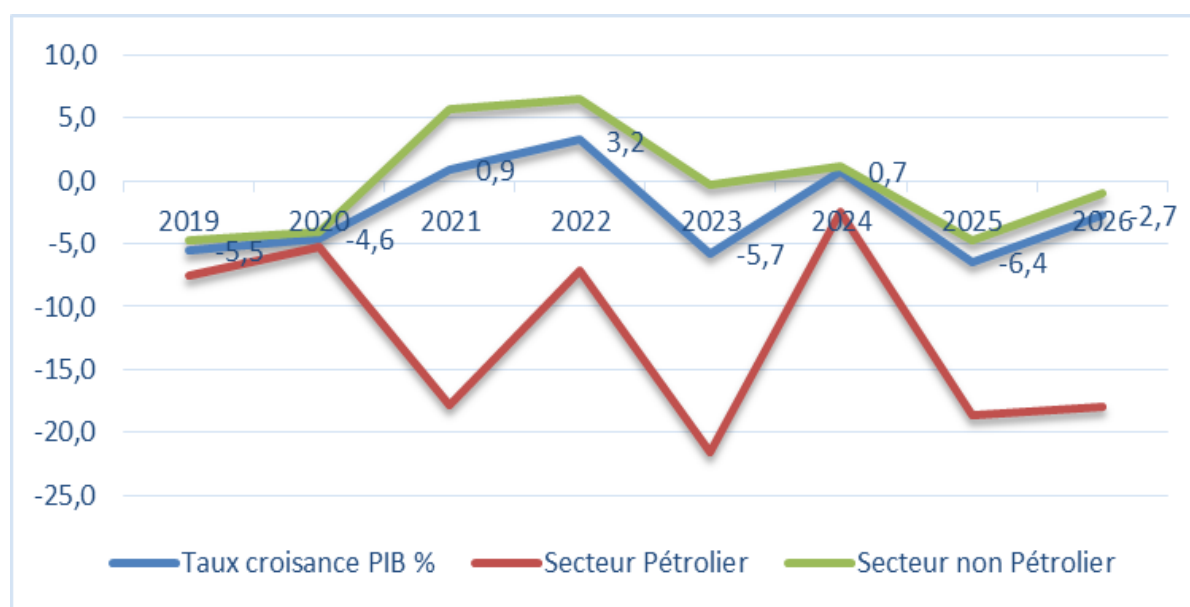
2.1 Secteur réel et prix

2.1.1 Analyse du secteur réel

La BEC prévoit le maintien de la contraction de l'activité économique en Guinée Equatoriale en 2026, avec une baisse du PIB réel de 2,7%, ce qui représenterait, toutefois une amélioration par rapport au recul de 6,4% estimé en 2025. Cette évolution s'expliquerait principalement par la poursuite de la contraction de l'activité dans le secteur pétrolier, qui devrait enregistrer une nouvelle baisse de 17,9 % en 2026, après avoir reculé de 18,7 % en 2025. S'agissant du secteur non pétrolier, sa croissance devrait ralentir pour s'établir à 1,0 % en 2026, contre 4,7 % en 2025. Cette évolution traduirait notamment le ralentissement de l'activité dans plusieurs branches du secteur réel. En effet, cette conjoncture économique s'explique par les facteurs suivants :

- **Pour le secteur pétrolier :** i) Un contexte international caractérisé par la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, notamment liées au conflit autour du détroit d'Ormuz, ainsi que par les décisions de l'OPEP+ visant à maintenir une politique de contrôle de l'offre, à travers la prolongation des réductions de production en 2026, dans un contexte d'équilibre fragile entre l'offre et la demande mondiales; ii) Une réduction de la production du pétrole du fait de l'arrivée à la maturité de certains puits existants et, iii) l'arrêt de l'usine de la production de méthanol depuis octobre 2024, en raison de défaillances techniques.
- **Pour le secteur non pétrolier :** i) une légère révision à la hausse des dépenses en capital de l'Etat ; ii) Une baisse de la production du bois, iii) le retard dans la mise en œuvre des projets destinés à diversifier la structure productive nationale, issus des recommandations de la troisième Conférence Economique Nationale tenue en 2019.

Graphique 1. Évolution du taux de croissance de la Guinée Equatoriale 2019-2026)



Source : BEAC

2.1.2 Contribution de la demande à la croissance réelle

En 2026, une reprise de la demande intérieure brute est attendue, avec une contribution à la croissance économique estimée à 0,1 %, après avoir enregistré une contribution négative de 3,2 % en 2025. Cette amélioration s'explique principalement par la reprise modérée des investissements bruts liés au secteur pétrolier.

Sur le plan extérieur, la demande extérieure devrait contribuer négativement à la croissance économique à hauteur de 2,9 % en 2026, contre une contribution négative de 3,3 % enregistrée en 2025, sous l'effet de la baisse des exportations de biens et services non facteurs.

Tableau 2. Contribution de la demande à la croissance réelle

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.	Prév.
Contribution à la croissance réelle									
Taux de croissance réelle du PIB	-6,2%	-5,5%	-4,8%	0,9%	3,2%	-5,9%	0,7%	-6,4%	-2,7%
Contribution à la croissance réelle des Dépenses intérieures	-6,7%	-9,1%	-11,6%	-18,3%	-3,6%	9,2%	-10,3%	-3,2%	0,1%
Consommation finale	-5,3%	-2,9%	-4,9%	-17,2%	-0,4%	8,8%	-10,6%	-3,3%	-1,3%
Publique (Etat)	-7,7%	-7,9%	-9,6%	-9,2%	-8,1%	-3,6%	9,9%	-2,5%	0,3%
Privée	-3,5%	5,0%	4,8%	-8,1%	7,7%	12,4%	-20,5%	-0,8%	-1,7%
Investissements bruts	-7,6%	-6,3%	-6,7%	-1,1%	-3,2%	0,4%	0,4%	0,1%	1,4%
Formation brute de capital fixe	-5,9%	-6,3%	-6,9%	-2,0%	-3,0%	0,2%	0,1%	-0,2%	1,4%
Publique (Etat)	-5,5%	-6,8%	-4,0%	-1,3%	-1,9%	1,0%	0,0%	-0,8%	0,5%
Privée (Entreprises et ménages)	-0,4%	0,5%	-2,9%	-0,7%	-1,1%	-0,9%	0,1%	0,6%	1,0%
Secteur Pétrolier	-0,2%	0,3%	-1,6%	-0,4%	-0,6%	-1,0%	0,0%	0,5%	0,9%
Secteur non pétrolier	-0,2%	0,2%	-1,3%	-0,3%	-0,5%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Variations des stocks	-0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Contribution à la croissance réelle des Exportations nettes	0,0%	3,6%	6,8%	19,2%	6,8%	-15,1%	11,0%	-3,3%	-2,9%
Exportations de biens et services non facteurs	-2,7%	-2,1%	-1,6%	20,8%	11,8%	-17,6%	-0,5%	-3,7%	-1,1%
Biens	-2,1%	3,3%	-1,0%	7,9%	13,4%	-17,7%	-0,5%	-3,7%	-1,0%
Pétrole brut	-1,3%	-2,6%	0,0%	-3,4%	1,0%	-7,3%	0,0%	-2,8%	-2,3%
Autres	-0,6%	6,0%	-1,1%	11,3%	12,3%	-10,4%	-0,5%	-1,0%	1,2%
Services non facteurs	-1,2%	-5,5%	-0,5%	12,8%	-1,6%	0,1%	0,0%	0,0%	-0,1%
Importations de biens et services non facteurs	9,5%	11,9%	14,4%	-1,6%	-5,0%	2,5%	11,4%	0,4%	-1,8%
Biens	6,4%	5,6%	5,1%	-0,7%	-2,1%	1,7%	6,9%	0,0%	-1,6%
Secteur pétrolier	0,4%	-0,2%	0,0%	-0,6%	-2,7%	1,5%	2,7%	-0,1%	-0,2%
Autres	8,3%	5,7%	5,1%	-0,1%	0,5%	0,2%	4,2%	0,1%	-1,4%
Services non facteurs	-0,5%	-1,0%	5,4%	2,0%	-0,2%	0,1%	4,3%	0,3%	-0,4%

Sources : Administrations nationales et BEAC

2.1.3 Contribution de l'offre à la croissance réelle

Selon l'approche par l'offre, les perspectives concernant la contribution des trois secteurs de l'économie à la croissance économique du Pays en 2026 demeurent défavorables, à l'instar de l'année précédente. Néanmoins, un certain optimisme subsiste quant à l'évolution de l'activité économique, soutenu notamment par la mise en service prévue de l'usine de transformation du thon sur l'île d'Annobón, les initiatives gouvernementales visant à promouvoir le tourisme, à améliorer les infrastructures connexes et à favoriser la diversification économique, ainsi que par les efforts continus du Gouvernement en faveur du développement du secteur agricole.

Sur le plan quantitatif, la contribution des différents secteurs se présenterait comme suit : i) une contribution nulle du secteur primaire à la croissance économique est attendue en 2026, comme en 2025 ; ii) une contribution négative de 1 % du secteur secondaire, en amélioration par rapport à la contraction de 1,9 % observée l'année précédente, et ; iii) une contribution négative de 1,8% du secteur tertiaire, contre un recul de 4,6% estimé en 2025.

Tableau 3. Contributions des secteurs à la croissance réelle

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Contributions à la croissance réelle	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Estim.	Prév.	Prév.
Secteur primaire	0,0%	-0,1%	0,0%	0,2%	0,2%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Agriculture	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Agriculture des produits vivriers	0,0%	0,1%	0,1%	-0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Agriculture d'exportation	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	-0,1%	-0,1%	-0,1%	-0,1%
Elevage, chasse, pêche et pisciculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
Elevage, Chasse et Piégeage	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Pêche et pisciculture	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Sylviculture et Exploitation forestière	-0,1%	-0,2%	0,0%	0,1%	0,0%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Secteur secondaire	-6,4%	-4,9%	-1,7%	-2,0%	0,6%	-12,0%	0,2%	-1,9%	-1,0%
Industries	-5,8%	-3,9%	-1,1%	-2,1%	0,3%	-12,6%	0,5%	-1,4%	-1,1%
Industries extractives	-3,4%	-1,4%	0,0%	-3,3%	-1,1%	-4,9%	0,4%	-1,7%	-1,1%
Dont Pétrole	4,7%	6,4%	5,6%	2,0%	4,7%	-3,0%	-0,3%	-1,4%	-1,2%
dont Gaz naturel	-8,7%	-8,4%	-6,3%	-5,7%	-6,4%	-2,6%	-0,1%	-1,0%	-0,7%
dont Extractions de minerais	0,5%	0,6%	0,7%	0,4%	0,6%	0,7%	0,7%	0,6%	0,7%
Industries agro-alimentaires	0,0%	0,2%	0,2%	-0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,3%
Autres industries	-2,4%	-2,8%	-1,3%	1,4%	1,3%	-7,7%	0,1%	0,2%	-0,3%
Electricité, Gaz et Eau	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Electricité	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
Eau et assainissement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Batiments et Travaux publics	-0,6%	-1,0%	-0,6%	0,0%	0,2%	0,6%	-0,3%	-0,5%	0,0%
Secteur tertiaire	0,4%	-0,6%	-3,1%	2,8%	2,0%	6,2%	0,3%	-4,6%	-1,8%
Transport et Communication	-0,1%	0,1%	-0,1%	0,0%	0,3%	0,0%	-0,2%	-0,3%	-0,6%
Transport	0,0%	0,1%	-0,2%	0,0%	0,2%	0,1%	-0,1%	-0,2%	-0,6%
Information et communication	-0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	-0,1%	0,0%	-0,1%	0,0%
Commerce et réparation	-0,2%	0,3%	-0,3%	0,2%	0,3%	0,2%	0,0%	0,0%	0,1%
Hotel et restauration	0,0%	0,0%	-0,2%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres services marchands et ajustements	0,0%	0,1%	-0,2%	0,2%	0,3%	0,8%	0,8%	0,1%	0,2%
Services financiers	-0,2%	-0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%
Autres services marchands	0,2%	0,2%	-0,2%	0,1%	0,2%	0,7%	0,7%	0,0%	0,1%
Services non marchands	0,7%	-1,0%	-2,4%	2,4%	1,1%	5,2%	-0,3%	-4,3%	-1,5%

Sources : Administrations nationale et BEAC

2.1.4 Evolution du secteur réel

L'examen sectoriel qui suit permet d'évaluer l'évolution effective de chaque composante à la croissance, tout en identifiant les leviers prioritaires de relance et de diversification durable.

2.1.4.1 Secteur primaire

Dans l'ensemble, le secteur primaire en Guinée Equatoriale présente une évolution contrastée : l'agriculture demeure confrontée à des contraintes structurelles qui freinent son développement ; la sylviculture se caractérise par une dynamique instable, liée aux restrictions imposées par le gouvernement à l'exploitation forestière ; tandis que le sous-secteur de la pêche reste marqué par des incertitudes liées aux retards dans l'exécution des projets et à l'insuffisance des données statistiques.

a. Agriculture

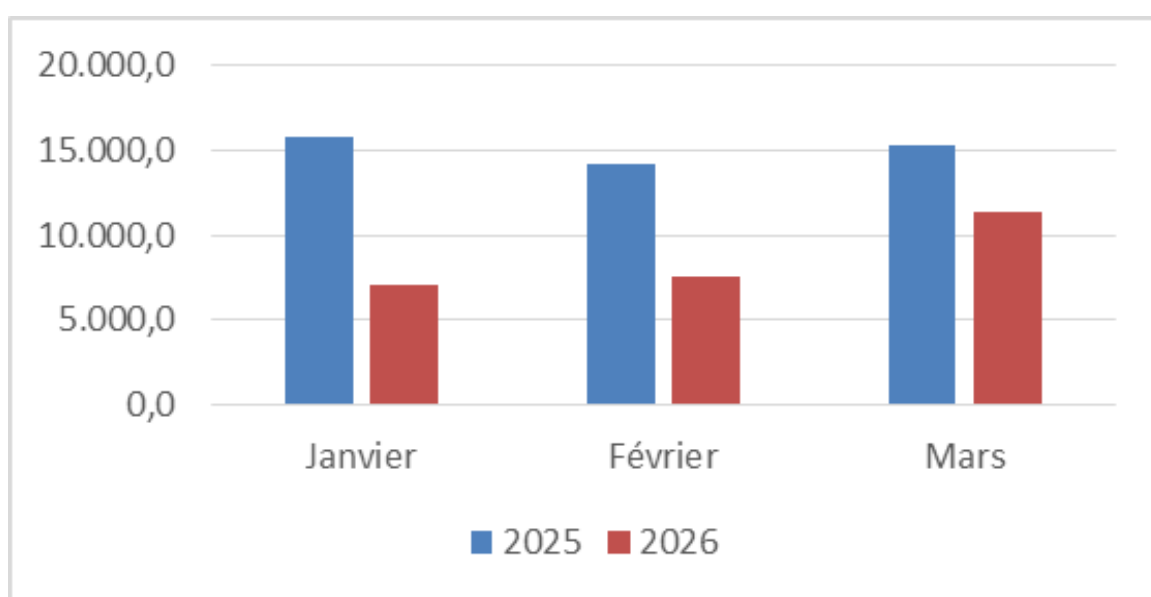
Le développement de l'agriculture en Guinée Equatoriale continue de rencontrer d'importantes difficultés. Il reste limité en raison d'une assistance institutionnelle insuffisante, d'un accès restreint aux technologies de transformation des produits et d'un faible niveau de formation technique des agriculteurs.

Parallèlement, la production de cultures clés telles que le cacao, le café et la noix de coco connaît une baisse continue, en raison du vieillissement des plantations et de la présence de maladies végétales. Ces contraintes soulignent la nécessité de renforcer le soutien à la modernisation agricole ainsi qu'à la valorisation locale des produits, afin d'améliorer la productivité du secteur et de renforcer sa contribution au développement économique du pays.

b. La sylviculture

Selon les données reçues du ministère de tutelle au 31 mars 2026, la production de bois en grumes a enregistré une baisse de 44,7 %, pour s'établir à 18,4 milliers de m³, contre 33,3 milliers de m³ à la même période de l'année précédente. Cette contraction s'expliquerait principalement par les mesures prises par les autorités au début de l'année 2026, concernant la suspension de nouveaux permis d'exploitation forestière, freinant ainsi l'expansion de l'activité.

Graphique 2. Évolution mensuelle de la production de bois en grume



Sources : Ministère des Forêts et BEAC

c. La pêche

Dans cette branche d'activité, les perspectives sont basées sur les grands projets retenus par l'Etat qui accusent des retards dans la réalisation de leurs activités tels que le projet de construction de l'usine de transformation de thon à Annobón, financé par la BDEAC et la BAD ; ainsi que le Projet d'Appui au Développement des chaînes de valeurs du Secteur de la Pêche et de l'Aquaculture (PASPA).

Dans la pêche semi-industrielle, la disponibilité des données reste limitée, ce qui complique le suivi précis des captures et l'évaluation de l'activité du sous-secteur. Les insuffisances des systèmes d'enregistrement, le manque de digitalisation et les contraintes en matière de supervision institutionnelle créent des lacunes d'information qui affectent la planification stratégique, la gestion durable des ressources halieutiques et l'élaboration de politiques publiques efficaces.

2.1.4.1 Secteur secondaire

Dans l'ensemble, le secteur secondaire de la Guinée Equatoriale enregistrerait une amélioration en 2026 par rapport à l'année précédente. Toutefois, les activités pétrolières et gazières continueraient d'afficher un recul de la production, principalement en raison de la maturité des principaux gisements et de certaines contraintes techniques. Parallèlement, le secteur minier demeurerait à l'arrêt dans le cadre du processus de réorganisation et de révision des conventions engagé par les autorités.

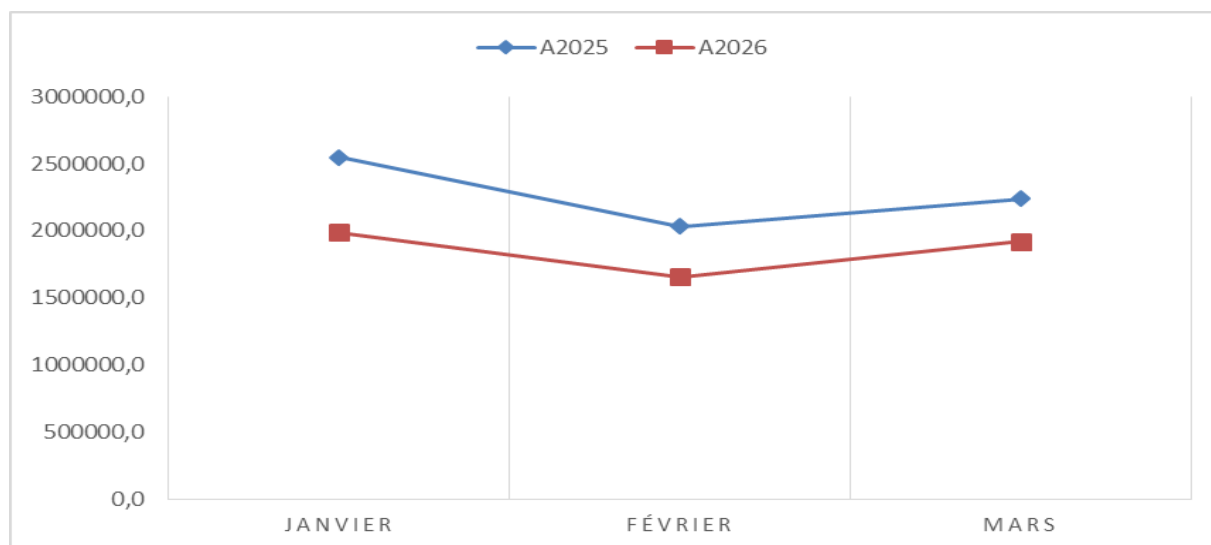
a. Activité pétrolière

En 2026, le secteur pétrolier national poursuit le déclin progressif de sa production, associé à la maturité de plusieurs gisements historiques.

En termes de réalisation, selon les données de CODAFIS, la production pétrolière cumulé (brut et condensat) au 31 mars 2026 s'est établie à 5,5 millions de barils, contre 6,8 millions à la même période en 2025, soit une baisse de 18,4%. Cette contre-performance s'explique essentiellement par la baisse naturelle de la productivité des puits en phase de maturité.

Plus en détail, la production du pétrole brut s’est chiffrée à 3,8 millions de barils, contre 5,1 millions à la même période en 2025, soit une diminution de 23%. Quant à la production du pétrole condensat, elle a atteint 1,6 millions de barils au 31 mars 2026, en diminution de 5% par rapport aux 1,7 millions enregistrés en 2025. Ces évolutions confirment la tendance baissière du secteur pétrolier national et soulignent la nécessité de renforcer les investissements d’exploration.

Graphique 3. Évolution de la production du pétrole (brut + condensat)



Sources : CODAFIS et BEAC

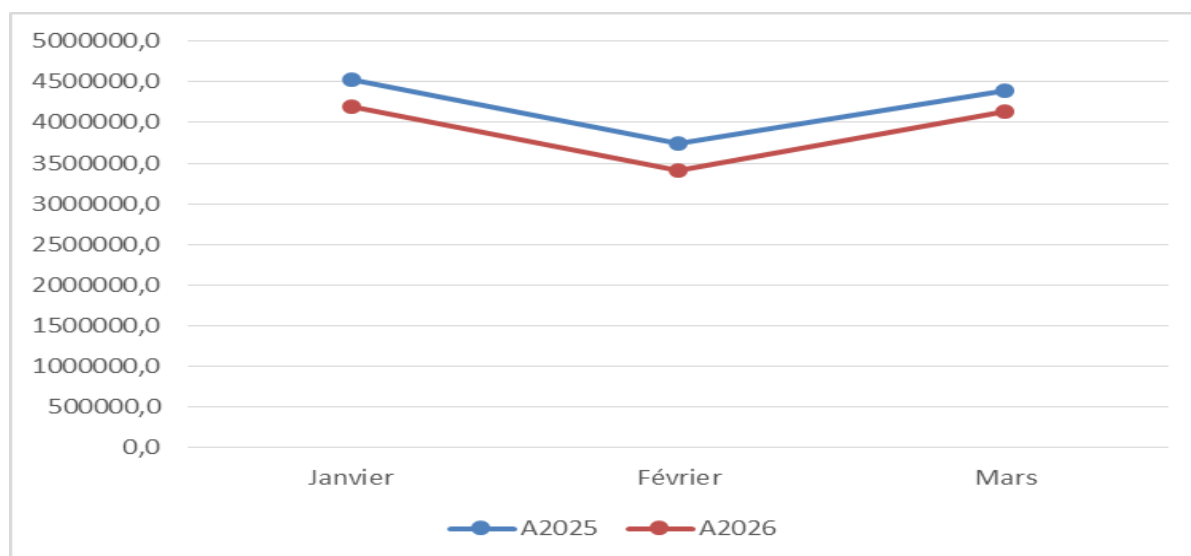
b. Activité Gazière

L’activité gazière demeure un pilier stratégique du secteur secondaire. À moyen terme, les perspectives reposent sur la deuxième phase du mégaprojet Gaz Mega Hub, dénommé “Alba Tail”, qui devrait renforcer les capacités nationales de liquéfaction et accroître les exportations régionales de gaz.

D’après les données transmises par CODAFIS, la production totale de gaz (GNL, propane, butane et LPG mixte) s’est établie à 11,7 millions de barils équivalents pétrole (BEP) au 31 mars 2026, contre 12,6 millions de BEP à la même période en 2025, soit une baisse de 7 %.

Selon les informations fournies par le Ministère des Hydrocarbures et du Développement Minier, cette baisse est due principalement à l’arrivée des principaux champs à maturité et la panne technique de l’usine de méthanol d’AMPCO survenue en octobre 2024.

Graphique 4. Évolution de la production du Gaz



Sources : CODAFIS et BEAC

c. Activité minière

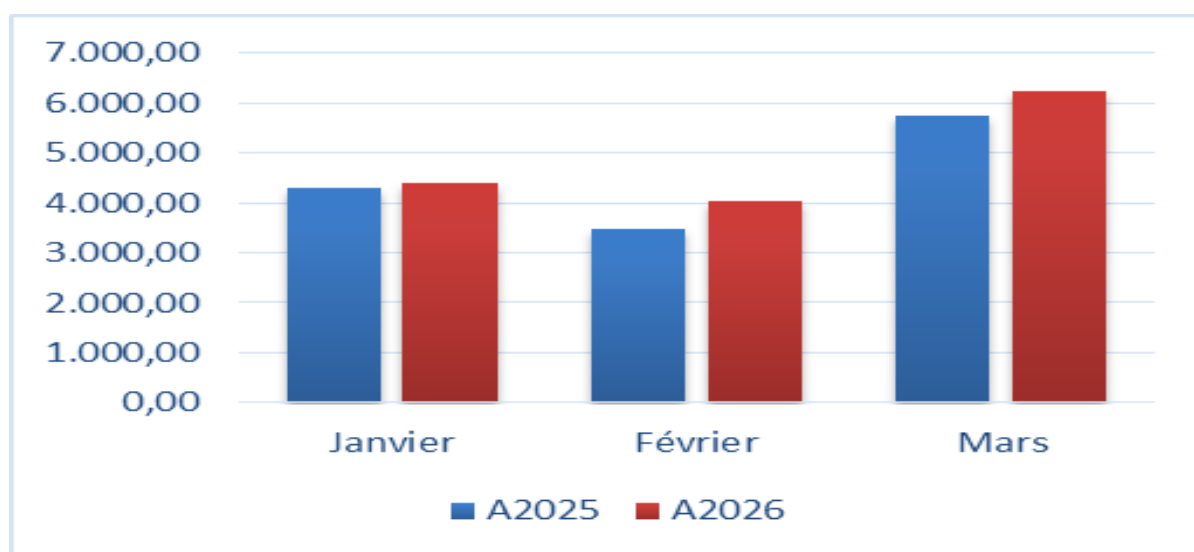
Après une production cumulée de 36 318 grammes d'or enregistrée entre 2021 et 2023, le secteur minier a connu une interruption totale des opérations à partir de 2024. Cette suspension s'inscrit dans le cadre des enquêtes et révisions contractuelles initiées par les autorités nationales en vue d'une restructuration et d'une renégociation globale des conventions minières en vigueur.

Dans cette optique, le Gouvernement a procédé à la création de la Société Nationale des Mines, entité publique chargée d'encadrer et relancer la production minière, d'améliorer la gouvernance du secteur et de promouvoir l'exploitation durable des ressources naturelles.

d. Industries forestières et manufacturières

Le sous-secteur forestier a connu une reprise soutenue au 31 mars 2026. D'après les statistiques du Ministère en charge des Forêts, la transformation du bois s'est établie à 14,6 milliers de m³, contre 13,5 milliers de m³ à la même période en 2025, soit une hausse de 8%. Cette amélioration découle de l'autorisation du transit du bois transformé dans les voies conventionnelles.

Graphique 5. Evolution de la transformation de bois



Sources : Ministère des Forêts et BEAC

▪ Construction

Le secteur de la construction reste l'un des piliers du développement national, bien qu'il demeure fortement tributaire des revenus pétroliers, principale source de financement des investissements publics. Cette situation traduit la stratégie budgétaire dans la mise en œuvre des projets d'infrastructures, dans un contexte de consolidation des dépenses publiques.

À moyen terme, les perspectives du secteur sont favorables. En effet, le Décret-Loi n. ° 1/2026 du 2 janvier 2026, qui prévoit le transfert de la capitale nationale vers Ciudad de la Paz, pourrait stimuler la demande en infrastructures administratives, résidentielles et de services, contribuant ainsi à dynamiser l'activité dans le secteur de la construction.

e. Autres industries manufacturières

S'agissant des autres industries manufacturières, le sous-secteur des brasseries et autres boissons a poursuivi son processus de modernisation structurelle, soutenu par l'amélioration des capacités de production. Dans ce contexte, la production totale de bière a enregistré une hausse de 21,4 % au 31 mars 2026, principalement portée par l'extension des capacités productives, la modernisation des installations industrielles et le renforcement de la demande intérieure. Ces facteurs ont permis d'accroître l'offre de production locale et de consolider sa présence sur le marché national.

f. Energie

Les investissements publics réalisés ces dernières années ont permis une amélioration continue de la capacité installée de production d'électricité, estimée à 591,3 MW selon le Ministère de l'Électricité et des Énergies Renouvelables. Cependant, la capacité effective de production reste limitée à environ 238,4 MW, en raison de la mise à l'arrêt partielle de plusieurs centrales nécessitant des opérations de maintenance et de réhabilitation. La mise en service de la centrale hydroélectrique de Sendje d'une capacité de 200 MW constituerait une avancée majeure pour la sécurité énergétique nationale. Parallèlement, le projet d'interconnexion électrique Guinée Equatoriale–Gabon, inscrit dans le cadre du Pôle Énergétique de l'Afrique Centrale (PEAC), a franchi plusieurs étapes clés depuis sa mise en œuvre.

Au 31 mars 2026, la consommation nationale d'électricité a enregistré une hausse 19,5%. Cette évolution s'explique principalement par la normalisation de l'approvisionnement en électricité après les perturbations enregistrées au cours de l'année précédente, ainsi que par l'accroissement des besoins énergétiques des secteurs résidentiel et productif.

2.1.4.2 Secteur tertiaire

En 2026, le secteur tertiaire enregistrerait une contribution négative à la croissance du PIB réel. Néanmoins, des signes de reprise sont observés, soutenus par l'augmentation généralisée du chiffre d'affaires des entreprises commerciales, l'amélioration du taux d'occupation hôtelière et le dynamisme des services financiers, ainsi que par l'effet des mesures gouvernementales destinées à soutenir la croissance économique.

a. Commerce

Au 31 mars 2026, le chiffre d'affaires total des sociétés commerciales, y compris les entreprises spécialisées dans la vente d'équipements et de matériaux de construction, a enregistré une hausse de 14%. Cette progression s'explique principalement par la reprise graduelle de l'activité commerciale, la capacité d'adaptation des sociétés face aux défis du marché et la relance de la demande de biens et services, en particulier dans les secteurs liés à la construction et à l'investissement.

b. Restauration et hôtels

Le secteur de l'hôtellerie et de la restauration a enregistré une évolution globalement favorable, dans un contexte de normalisation progressive du tourisme d'affaires et institutionnel, ainsi que la mise en œuvre du visa électronique (e-visa), qui stimule également la demande touristique et l'attractivité du Pays. En effet, le taux moyen d'occupation des principaux hôtels du pays s'est établi à 30,6% au 31 mars 2026, contre 29% à la même période en 2025, traduisant une amélioration graduelle, bien que modérée, de la fréquentation hôtelière.

c. Transports

Le secteur des transports conserve un rôle stratégique dans l'économie nationale, en assurant la connectivité territoriale et régionale d'un pays à configuration géographique mixte. Il contribue à la mobilité des biens et des personnes, au désenclavement des zones de production et au processus de diversification économique.

En 2026, les perspectives sont favorables, du fait de la modernisation et la privatisation de la gestion des infrastructures aéroportuaires et portuaires qui favoriseraient le dynamisme l'activité touristique.

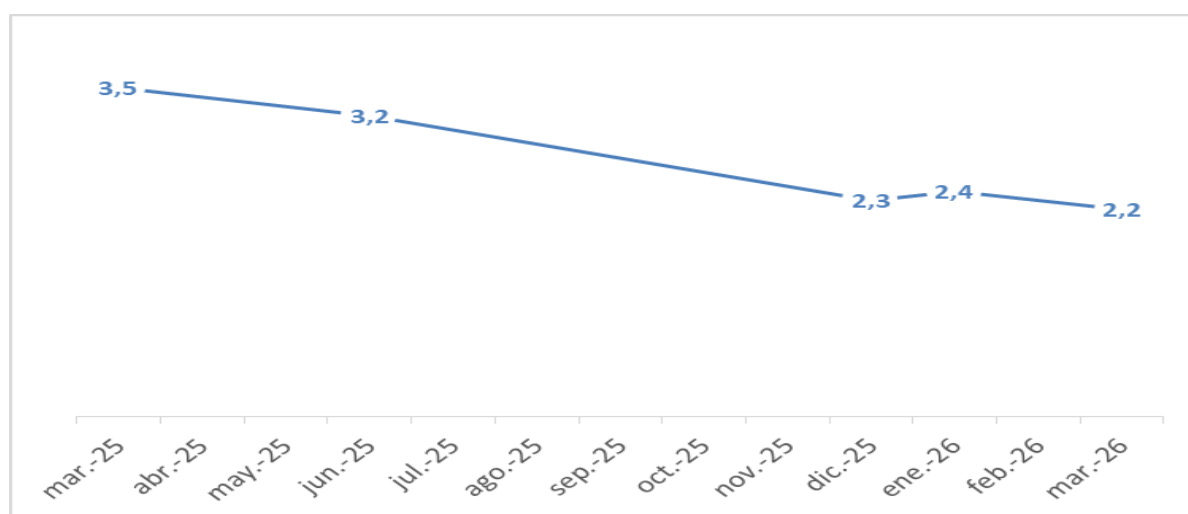
d. Télécommunication

Le secteur des télécommunications poursuit sa croissance dynamique, soutenue par les réformes réglementaires et les investissements publics et privés visant à renforcer l'inclusion numérique. L'Arrêté ministériel n°01/2019 du 5 mars a institué une réduction progressive du prix du gigaoctet de données mobiles, contribuant à l'accès à Internet et à stimuler la consommation de services numériques. Parallèlement, le Gouvernement a introduit des incitations fiscales et douanières, notamment la réduction des droits d'importation sur les équipements technologiques, afin d'encourager les investissements dans les infrastructures numériques.

2.1.5 Evolution des prix

En ce qui concerne l'évolution des prix, les données publiées par l'Institut National de la Statistique de Guinée équatoriale (INEGE) établissent que le taux d'inflation annuel moyen est à 2,2 % afin mars 2026, restant en dessous de la norme communautaire de 3%. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des prix des produits alimentaires, des boissons alcoolisées et non alcoolisées, du tabac, des transports et des services de santé.

Graphique 6. Évolution mensuelle du taux d'inflation en moyenne annuelle (en %)



Sources : INEGE et BEAC

2.2 Marché du travail

Relatif au marché du travail en Guinée Équatoriale à fin mars 2026, l'analyse faite des données administratives porte sur quatre indicateurs centraux : les licenciements, les embauches, les offres d'emploi et les demandes d'emploi. Ils sont tous ventilés par région (insulaire et continentale). Cette analyse révèle un marché du travail en transformation marquée, sous l'effet conjugué du déclin de la production pétrolière et le ralentissement des activités des grands travaux.

Les principales conclusions sur la base des données reçues sont les suivantes :

- Les licenciements enregistrent une baisse de 65,7%, passant de 210 à fin mars 2025 à 72 un an plus tard ;
- Les embauches accusent une chute de 53,1%, passant de 1154 à fin mars 2025 à 541 un an plus tard, reflet direct de la dégradation du contexte

macroéconomique (la chute de la production pétrolière a réduit les recettes de l'État et les revenus des entreprises pétrolières et parapétrolières, entraînant un gel des recrutements) et du ralentissement des grands projets d'investissement. Les deux régions sont affectées dans le même ordre, avec une contraction moyenne de 53% des embauches, même si la région continentale continue d'être la plus grande pourvoyeuse d'emploi ;

- Les offres d'emploi ont diminué de 9,1 % passant de 66 à fin mars 2025 à 60 un an plus tard ;
 - Les demandes d'emploi a reculé 16,1 %, de 384 à fin mars 2025 à 322 un an plus tard, mais la région continentale enregistre une hausse de +32,4 %, signe d'une pression à la hausse sur le marché du travail ;
 - Le taux de satisfaction des demandes d'emploi (offres/demandes) s'améliore sensiblement, passant de 17,2% à 18,6%, principalement grâce à la baisse de la demande à fin mars 2026 ;
- Le solde net d'emploi (embauches moins licenciements) se dégrade, passant de 944 à fin mars 2025 à 469 un an plus tard, restant positif, indiquant que la création nette d'emploi se poursuit à un rythme ralenti mais réel.

2.3 Finances publiques

Le budget de l'État pour l'exercice 2026 a été élaboré selon une approche prudente, tenant compte de la baisse attendue de la production d'hydrocarbures, de l'évolution des prix internationaux et de la nécessité de renforcer la soutenabilité des finances publiques. Bien que l'activité économique poursuive sa reprise, des incertitudes importantes subsistent et plusieurs secteurs n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux de production d'avant la pandémie. Dans ce contexte, la consolidation de la croissance dépendra de la mise en œuvre de réformes structurelles visant à améliorer la gestion des finances publiques, le climat des affaires, la diversification économique, la soutenabilité budgétaire, le renforcement du secteur bancaire et le développement social.

Tableau 4 : Evolution des Finances Publiques de la Guinée Equatoriale au 31 mars 2026 (milliards F CFA).

FINANCES PUBLIQUES	mar-26	mar-25	var (mars 2026/2025)	
			%	nominale
RECETTES TOTALES	242.676	424.233	-42,8	-181.557
RECETTES PETROLIERES	164.964	354.303	-53,4	-189.339
Recette petrolier fiscales	14.427	48.579	-70,3	-34.152
Recettes petroliers non fiscales	150.537	305.724	-50,8	-155.187
RECETTES NON PETROLIERES	77.712	69.930	11,1	7.782
Recettes non Petroleirs fiscales	36.813	46.953	-21,6	-10.140
Recetes non petroliers non fiscales	17.649	22.977	-23,2	-5.328
Recettes non pétrolières à régularise	23.250	0		
DEPENSES TOTALES	190.611	355.420	-46,4	-164.809
DEPENSES EN CAPITAL	11.602	136.220	-91,5	-124.618
DEPENSES COURANTES	178.987	218.211	-18,0	-39.224
Depenses financiers de la dette	11.563	17.697	-34,7	-6.134
Depenses du Personnel	56.037	54.954	2,0	1.083
Depenses en biens courants et services	65.297	96.248	-32,2	-30.951
Subventions et Transferts	46.090	49.312	-6,5	-3.222
AUTRES DEPENSES	22	989	-97,8	-967
SOLDE BUDGETAIRE	52.065	68.813	-24,3	-16.748

Source : Direction Général du Budget

Sur la base des données fournies par la Direction Générale du Budget à fin mars 2026, les recettes totales se sont diminuées de 42,8%, passant de 424,23 milliards de FCFA en mars 2025 à 242,67 milliards de FCFA en 2026. Cette baisse s'explique principalement par le recul des recettes pétrolières, consécutif à la diminution des exportations d'hydrocarbures.

En termes de composition, les recettes pétrolières représentent désormais 68 % du total des recettes budgétaires à fin mars 2026, contre 83 % un an auparavant.

En ce qui concerne les recettes pétrolières, il a été observé une diminution de 53,4%, passant de 354,30 milliards de FCFA en 2025 à 164,96 milliards de FCFA en 2026. Tandis que, les recettes non pétrolières enregistrent une augmentation de 11,1%, passant de 69,93 milliards de FCFA en 2025 à 77,71 milliards de FCFA à fin mars 2026. Cette augmentation des recettes non pétrolières s'explique principalement par l'amélioration de la collecte des impôts sur le commerce extérieur.

Relative aux dépenses budgétaires, on reflète une baisse des dépenses publiques de 46,4% passant de 355,4 milliards de FCFA à fin mars 2025, pour se situer à 190,6 milliards de FCFA en 2026. Cette évolution s'explique par la diminution

drastique des dépenses en capital de l'État et par une discipline budgétaire, qui a contribué à la réduction des dépenses courantes.

Les dépenses en capital ont enregistré une contraction de 91,5%, passant de 136,22 milliards de FCFA en 2025 à 11,60 milliards de FCFA à fin mars 2026.

Par ailleurs, les dépenses courantes ont diminué de 18,3%, passant de 218,21 milliards de FCFA en 2025 à 178,98 milliards de FCFA en 2026, expliquée par la réduction des: *i)* charges financières de la dette interne, *ii)* dépenses de biens et services, et *iii)* des subventions aux carburant.

Par conséquent, au 31 mars 2026, l'exécution budgétaire s'est soldée par un excédent de 52 milliards de FCFA, contre 68,8 milliards de FCFA enregistré à la même période en 2025.

2.4 Surveillance Multilatérale

Conformément au mécanisme de surveillance multilatérale de la CEMAC, la Guinée Equatoriale satisferait les quatre (4) critères de convergence à fin mars 2026. En effet, l'ensemble des indicateurs reflète des progrès significatifs, ce qui met en évidence une amélioration substantielle de la stabilité macroéconomique du pays, dans un contexte de consolidation de la discipline budgétaire et d'un meilleur contrôle des déséquilibres budgétaires. Ainsi, la situation de la Guinée Equatoriale, au regard de ces critères, se présenterait comme suit :

1. Taux d'inflation

Selon les informations communiquées par l'Institut National de la Statistique, le taux d'inflation s'est établi à 2,2% en moyenne annuelle, en dessous de la norme communautaire de 3%. Ce résultat indique que le critère relatif à l'inflation a été respecté.

2. Solde budgétaire de référence

Sur la base des données des finances publiques et les estimations de la BEAC, le solde budgétaire de référence qui est estimé à -0,5% du PIB, reste au-dessus du seuil communautaire fixé à -1,5%. Par conséquent, ce critère est respecté.

3. Taux d'endettement public

Selon les données communiquées par la Caisse Autonome d'Amortissement, le stock de la dette publique représente 31% du PIB nominal de l'année 2026 en dessous du seuil communautaire fixé à 70% du PIB. Par conséquent, ce critère est respecté.

4. Non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs et apurement du stock existant

La non-accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs a été respectée, conformément au plan d'apurement validé avec les partenaires financiers. Ces résultats traduisent une amélioration graduelle de la gouvernance budgétaire, tout en soulignant la nécessité de maintenir une discipline fiscale rigoureuse et d'accélérer la diversification de la base productive pour renforcer la convergence régionale.

2.5 Secteur Extérieur

L'analyse des comptes extérieurs au 31 mars 2026, met en évidence que le solde du compte courant, sous l'effet conjugué de la baisse des exportations d'hydrocarbures afficherait un excédent estimé à 4% du PIB en 2026 par rapport au 5% du PIB en 2025.

3. EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

L'évolution des principaux agrégats monétaires de la Guinée Equatoriale en glissement annuel au 31 mars 2026, a été marquée par : i) une contraction de la position extérieure globale, ii) une augmentation significative des créances nettes sur l'Etat, iii) une progression modérée du crédit à l'économie et iv) une diminution de la masse monétaire.

Tableau 5 : Evolution de la situation monétaire de la Guinée Equatoriale au 31 mars 2026 (milliards F CFA).

(en millions de FCFA)							
Situation Monétaire Résumée	déc-24	2025			mars-26	VARIATIONS	
		mars	juin	décembre		nominal	%
AVOIRS EXTERIEURS NETS	638 061	856 073	729 658	358 972	201 721	- 654 352	-76,44%
CREDIT INTERIEUR	970 418	914 394	880 519	1 237 583	1 332 329	417 936	45,71%
Créances nettes sur l'Etat	202 554	207 650	169 775	465 173	537 895	330 246	159,04%
Dont : PNG	277 663	296 986	260 864	549 297	635 199	338 213	113,88%
Crédit à l'Economie	767 864	706 744	710 744	772 410	794 434	87 690	12,41%
TOTAL							
RESSOURCES=CONTREPARTIES	1 608 479	1 770 467	1 610 177	1 596 556	1 534 050	- 236 416	-13,35%
MASSE MONETAIRE	1 485 519	1 524 543	1 492 807	1 526 605	1 453 181	- 71 362	-4,68%
AUTRES RESSOURCES : fonds propres et autres postes nets	122 961	245 923	117 370	69 951	80 869	- 165 054	-67,12%

Source : BEAC

3.1 Evolution des contreparties de la masse monétaire au sens large (M2)

3.1.1 Avoirs extérieurs nets

Au 31 mars 2026, les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système monétaire ont enregistré une baisse de 76,4%, soit une contraction de 654,4 milliards de FCFA, passant de 856,1 milliards de FCFA en mars 2025 à 201,7 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution s'explique principalement par la forte diminution de 85,5% des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale.

Dans la ventilation par composantes, au cours de la période sous revue, les avoirs extérieurs bruts ont reculé de 63,7%, (-694,1milliards de FCFA), ainsi que les engagements extérieurs ont également diminué de 17,0%, (-39,7 milliards de FCFA).

La baisse des avoirs extérieurs bruts résulte essentiellement de la contraction de 85,5% des avoirs extérieurs bruts de la BEAC, qui sont passés de 882,2 milliards de FCFA en mars 2025 à 127,9 milliards de FCFA en mars 2026.

En revanche, les avoirs extérieurs des banques commerciales ont progressé de 29,0%, passant de 207,3 milliards de FCFA au 31 mars 2025, à 267,5 milliards de FCFA sur la même période en 2026.

La diminution des engagements extérieurs, est due à la baisse des engagements extérieurs de la BEAC de 15,7% (-30,7 milliards de FCFA), passant d'un solde de 196,0 milliards de FCFA au 31 mars 2025, à un solde de 165,3 milliards de FCFA un an plus tard.

De même, les engagements extérieurs des banques commerciales ont baissé de 24,1% (-9,0 milliards de F CFA), passant de 37,4 milliards de FCFA en mars 2025 à 28,4 milliards de FCFA en an plus tard.

Tableau 6. Evolution des avoirs extérieurs Nets (en millions de FCFA)

Avoirs Extérieurs Nets	déc-24	2025			mars-26	Variation	
		mars	juin	decembre		nominal	%
AVOIRS EXTERIEURS BRUTS	903 589	1 089 502	940 985	558 286	395 445	- 694 057	-63,70%
BEAC	679 883	882 231	653 509	244 915	127 991	- 754 240	-85,49%
- dont Compte d'opérations	444 430	555 728	403 558	130 875	75 972	- 479 756	-86,33%
Autres créances et avoirs en devises convertibles (SDM)	208 233	304 106	234 494	91 530	31 304	- 272 802	-89,71%
BANQUES COMMERCIALES	223 706	207 271	287 476	313 371	267 454	60 183	29,04%
- SGB-GE	55 451	5 109	38 423	5 710	2 050	- 3 059	-59,87%
- CCEI BANK GE	24 040	6 778	7 332	16 128	22 382	15 604	230,22%
- BGFI BANK	26 859	83 480	80 478	79 918	61 756	- 21 724	-26,02%
- BANGE	27 202	33 859	51 229	73 749	74 964	41 105	121,40%
- ECOBANKGE	90 154	78 045	110 014	137 866	106 302	- 28 257	-36,21%
ENGAGEMENTS EXTERIEURS	265 528	233 429	211 327	199 313	193 724	- 39 705	-17,01%
BEAC	205 537	196 020	182 580	168 316	165 325	- 30 695	-15,66%
Allocations DTS	150 009	146 871	140 151	139 335	141 026	- 5 845	-3,98%
Recours aux crédits FMI	54 119	48 227	39 602	28 474	24 249	- 23 978	-49,72%
BANQUES COMMERCIALES	59 991	37 409	28 747	30 997	28 399	- 9 010	-24,09%
- SGB-GE	6 382	279	1 694	170	80	- 199	-71,33%
- CCEI BANK GE	15 517	568	5 022	3 871	9 610	9 042	1591,90%
- BGFI BANK	33 548	27 395	14 444	18 061	12 287	- 15 108	-55,15%
- BANGE	130	1 638	1 486	1 071	3 187	1 549	94,57%
- ECOBANKGE	4 414	7 529	6 101	7 824	3 235	- 4 294	-57,03%
AVOIRS EXTERIEURS NETS	638 061	856 073	729 658	358 972	201 721	- 654 352	-76,44%

Source: BEAC

3.1.1.2 Crédit intérieur

L'encours du crédit intérieur a augmenté de 45,7% (417,9 milliards de FCFA), passant de 914,4 milliards de FCFA à fin mars 2025 à 1 332,3 milliards de FCFA au 31 mars 2026. Cette progression est principalement attribuable à la hausse significative des créances nettes sur l'Etat, tandis que les crédits à l'économie ont connu une évolution modérée.

a. Créances nettes sur l'Etat

Au 31 mars 2026, les Créances Nettes sur l'Etat au sein du système monétaire se sont établies à 537,9 milliards de FCFA en position débitrice, contre 207,7 milliards de FCFA également débitrice à fin mars 2025, soit une évolution annuelle de 330,2 milliards de FCFA. Cette détérioration résulte essentiellement d'une contraction marquée de ses dépôts, tant auprès de la Banque Centrales à hauteur de 316,2 milliards de FCFA que des établissements de crédit de 76,5 milliards de F CFA au cours de la période d'analyse.

La diminution des dépôts publics a ainsi contribué à l'accroissement du financement net de l'Etat par le système bancaire, traduisant un recours renforcé de l'administration publique aux ressources monétaires.

Tableau 7. Créances nettes sur l'Etat (en millions de FCFA)

Créances Nettes sur l'Etat	déc-24	2025			mars-26	Variation	
		mars	juin	decembre		nominal	%
BEAC	172 488	196 649	211 065	431 497	463 731	267 082	135,82%
Créances	644 852	646 173	641 525	599 447	597 091	49 083	-7,60%
Avance exceptionnelle au Trésor	36 149	36 779	37 416	0	0	36 779	-100,00%
Avance Consolidés sur l'Etat	608 703	609 394	604 109	599 447	597 091	12 304	-2,02%
Engagements	472 364	449 524	430 460	167 950	133 359	316 165	-70,33%
Dépôts et Encaisses de l'Etat	472 364	449 524	430 460	167 950	133 359	316 165	-70,33%
RECOURS AUX RESSOURCES DU FMI	178 373	169 881	155 690	143 886	141 062	28 819	-16,96%
Contrepartie des Allocations de DTS versées aux Etats	124 254	121 654	116 088	115 412	116 813	4 841	-3,98%
Crédits du FMI (contrepartie versée au Trésor)	54 119	48 227	39 602	28 474	24 249	23 978	-49,72%
BANQUES COMMERCIALES	- 148 307	- 158 881	- 196 980	- 110 210	- 66 898	91 983	-57,89%
Créances	415 997	427 548	437 932	406 765	443 035	15 487	3,62%
Gouvernement	412 787	424 835	435 288	403 536	439 974	15 139	3,56%
Trésor	244 325	247 304	239 060	239 735	234 922	12 382	-5,01%
Bons de Trésor et assimilés	157 832	171 805	190 834	154 747	196 440	24 635	14,34%
Autres crédits au Gouvernement	10 630	5 726	5 394	9 054	8 612	2 886	50,40%
Organismes Publis	3 210	2 713	2 644	3 229	3 061	348	12,83%
Dépôts et Engagements de l'Etat	564 304	586 429	634 912	516 975	509 933	76 496	-13,04%
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	202 554	207 650	169 775	465 173	537 895	330 246	159,04%
Autres créances nettes sur l'Etat	-75 109	-89 336	-91 089	-84 124	-97 303	7 967	8,92%
Dont: PNG	277 663	296 986	260 864	549 297	635 199	338 213	113,88%

Source: BEAC

b. Crédits à l'Economie

L'encours des crédits à l'économie a progressé légèrement de 12,4% (87,7 milliards de F CFA) sur la période d'analyse. Il est passé de 706,7 milliards de FCFA au 31 mars 2025 à un solde de 794,4 milliards de FCFA douze mois plus tard. Cette évolution est principalement portée par la hausse des crédits à court terme de 12,1 %.

Selon la maturité des crédits octroyés par les banques à fin mars 2026, l'analyse fait ressortir la situation suivante : 501,5 milliards de FCFA de crédits à court terme ; 244,6 milliards de FCFA de crédits à moyen terme et 48,3 milliards de FCFA de crédits à long terme.

La structure des crédits demeure dominée par les financements à court terme de 63,1%, tandis que les crédits à moyen et à long terme ont représenté 30,8% et 6,1% respectivement.

Tableau 8. Crédits à l'Economie (en millions de FCFA)

Crédits à l'Economie	déc-24	2025			mars-26	VARIATIONS	
		mars	juin	decembre		nominal	%
CREDITS A COURT TERME	505 961	447 387	447 561	486 895	501 541	54 154	12,10%
SCB-GE	119 553	94 271	89 301	88 660	93 122	- 1 149	-1,22%
CCEI BANK-GE	110 079	114 948	115 822	113 033	119 886	4 938	4,30%
BGFI BANK	149 447	108 856	104 081	108 286	113 305	4 449	4,09%
BANGE	110 084	112 860	118 895	156 453	151 938	39 078	34,63%
ECOBANKGE	16 798	16 452	19 462	20 463	23 290	6 838	41,56%
CREDITS A MOYEN TERMES	228 718	222 214	225 972	244 425	244 597	22 383	10,07%
SCB-GE	16 691	16 116	16 163	16 290	16 068	- 48	-0,30%
CCEI BANK-GE	53 063	46 711	48 304	44 569	43 405	- 3 306	-7,08%
BGFI BANK	39 135	38 980	36 969	40 978	41 507	2 527	6,48%
BANGE	119 398	119 892	123 978	141 428	142 231	22 339	18,63%
ECOBANKGE	431	515	558	1 160	1 386	871	169,13%
CREDITS A LONG TERMES	33 185	37 143	37 211	41 090	48 296	11 153	30,03%
SCB-GE	850	871	848	800	767	- 104	-11,94%
CCEI BANK-GE	-	-	-	-	-	-	-
BGFI BANK	2 278	2 184	1 653	1 343	1 291	- 893	-40,89%
BANGE	30 057	34 088	34 710	38 947	46 238	12 150	35,64%
ECOBANKGE	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL CREDITS A L'ECONOMIE	767 864	706 744	710 744	772 410	794 434	87 690	12,41%

Source : BEAC

3.2 Evolution de la masse monétaire au sens large (M2)

La masse monétaire au sens large (M2) a diminué de 4,7% (71,4 milliards de FCFA) passant de 1 524,5 milliards de FCFA à fin mars 2025 à 1 453,2 milliards de FCFA un an plus tard. Cette expansion est liée à l'évolution de ses composantes :

Tableau 9. Evolution de la masse monétaire au sens large (M2) (en millions de FCFA)

MASSE MONETAIRE	déc-23	2024		2025			Variations	
		juin	décembre	mars	juin	décembre	nominal	%
DISPONIBILITES MONETAIRES	1 173 639	1 082 233	1 210 480	1 244 917	1 216 904	1 260 785	50 306	4,16%
Monnaie Fiduciaire	343 206	320 756	387 893	353 709	337 320	394 456	6 563	1,69%
Monnaie Scripturale	830 433	761 477	822 587	891 208	879 584	866 330	43 743	5,32%
QUASI-MONNAIE	266 223	266 158	275 039	279 626	275 903	265 819	- 9 220	-3,35%
MASSE MONETAIRE	1 439 862	1 348 391	1 485 519	1 524 543	1 492 807	1 526 604	41 086	2,77%

Source : BEAC

Les disponibilités monétaires (monnaie fiduciaire et monnaie scripturale), ont diminué de 7,0% (-87,4 milliards de FCFA), passant de 1 244,9 milliards de FCFA au 31 mars 2025 à 1 157,5 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution résulte principalement de la baisse de la monnaie scripturale de 11,3% (-101,1 milliards de FCFA) sur la période d'analyse.

La Quasi-monnaie (dépôts à terme et d'épargne), a augmenté de 5,7% (16, 0 milliards de FCFA), passant de 279,6 milliards de FCFA à 295,6 milliards de FCFA.

3.3 Structure de la masse monétaire

Au 31 mars 2026, la proportion des disponibilités monétaires et celle de la quasi-monnaie est située de la manière suivante : 79,7% et 20,3% contre 81,7% et 18,3% du total en mars 2025. Cette évolution traduit une préférence accrue pour la liquidité.

4. SITUATION COMPTABLE DE LA BANQUE CENTRALE EN GUINÉE EQUATORIAL AU 31 MARS 2026

A fin mars 2026, la situation comptable de la BEAC en Guinée Equatoriale a été caractérisée principalement :

A l'**actif**, par une forte contraction des avoirs extérieurs, une baisse des créances sur l'Etat et une hausse des créances sur les banques ;

Au **passif**, par une diminution de la base monétaire et un recul marqué des dépôts de l'Etat.

Tableau 10 : Situation comptable résumée de la Banque Centrale (En millions de FCFA)

ACTIF	mars-25	déc-25	mars-26	Variations		PASSIF	mars-25	déc-25	mars-26	Variations	
				nominale	%					nominale	%
Avoirs extérieurs	882 231	244 915	127 991	-754 240	-85,49%	Base monétaire	1 017 773	696 780	629 916	-387 857	-38,11%
Créances sur l'Etat	816 055	743 334	738 153	-77 902	-9,55%	Dépôts de l'Etat	449 524	167 950	133 359	-316 165	-70,33%
Créances sur les banques	15 000	85 000	99 700	84 700	564,67%	Engagements Extérieurs	196 020	168 316	165 325	-30 695	-15,66%
Avances aux IFNB	0	0	0	0		Fonds Propres	-2 244	-1 982	-2 288	-44	1,96%
Autres postes de l'actif	6 662	7 552	14 340	7 678	115,26%	Autres postes du passif	58 874	49 735	53 871	-5 003	-8,50%
TOTAL	1 719 947	1 080 801	980 183	-739 764	-43,01%	TOTAL	1 719 947	1 080 801	980 183	-739 764	-43,01%

Source : BEAC

4.1 L'Actif

4.1.1 Avoirs extérieurs

Les avoirs extérieurs ont enregistré une baisse significative de 85,5 % (-754,2 milliards de FCFA), passant de 882,2 milliards de FCFA à fin mars 2025 à 127,9 milliards de FCFA au 31 mars 2026. Cette évolution s'explique principalement par :

- la diminution du Compte d'Opérations par rapport à la même période un an auparavant ;
- la baisse des autres créances et avoirs en devises convertibles (-89,7 %, soit - 272,8 milliards de FCFA).

Au niveau de l'ensemble de la Zone d'Emission, le Compte d'Opérations a reculé de 1,8 % (-84,8 milliards de FCFA), revenant de 4 623,9 milliards de FCFA au 31 mars 2025 à 4 539,1 milliards de FCFA à fin mars 2026.

4.1.2 Créances sur l'Etat

Les créances sur l'Etat ont diminué de 9,6 %, passant de 816,1 milliards de FCFA en mars 2025 à 738,2 milliards de FCFA un an plus tard.

Cette baisse est principalement liée :

- Au recul de la contrepartie du crédit FMI au Trésor (-49,7 %, soit -23,9 milliards de FCFA) ;
- A la diminution du Fonds fiduciaire (-3,9 %, soit -4,8 milliards de FCFA).

4.1.3 Les créances sur les banques

Les créances sur les banques de la Guinée Equatoriale se sont établies à 99,7 milliards de FCFA au 31 mars 2026, contre 15,0 milliards de FCFA un an auparavant, traduisant un recours accru des établissements de crédit au refinancement auprès de la Banque Centrale.

4.1.3 Autres postes de l'actif

Les autres postes de l'actif (immeubles et mobiliers, comptes d'ordre divers, souscription de la quote-part au FMI en devises, etc.) ont progressé de 115,3 % (+7,7 milliard de FCFA), passant de 6,7 milliards de FCFA à 14,3 milliards de FCFA entre mars 2025 et mars 2026.

4.2 Passif

4.2.1 Base monétaire

La base monétaire s'est contractée de 38,1 % (-387,9 milliards de FCFA), passant de 1 017,8 milliards de FCFA au 31 mars 2025 à 629,9 milliards de FCFA à fin mars 2026.

L'évolution de ses principales composantes se présente comme suit :

- Billets et monnaies hors banques : hausse de 3,9 % (+13,7 milliards de FCFA), atteignant 367,4 milliards de FCFA ;
- Réserves des banques : baisse de 60,5 % (-401,5 milliards de FCFA), revenant à 262,4 milliards de FCFA ;

- Dépôts des institutions financières non bancaires : stabilité à 0,1 milliard de FCFA.

La contraction de la base monétaire résulte essentiellement de la forte baisse des réserves bancaires.

4.2.2 Dépôts de l'Etat

Les dépôts et encaisses de l'Etat auprès de la BEAC ont fortement diminué de 70,3 % (-316,2 milliards de FCFA), passant de 449,5 milliards de FCFA au 31 mars 2025 à 133,4 milliards de FCFA un an plus tard. Cette évolution s'explique par:

- la baisse des dépôts spéciaux du Trésor et des Comptables publics (-79,3 %, soit -279,8 milliards de FCFA) ;
- la diminution du compte courant du Trésor (-49,0 %, soit -36,5 milliards de FCFA).

4.2.3 Engagements extérieurs

Les engagements extérieurs ont diminué de 15,7% (-30,7 milliards de FCFA), revenant de 196,0 milliards de FCFA à 165,3 milliards de FCFA entre mars 2025 et mars 2026.

Cette baisse est principalement imputable à la diminution du recours aux crédits du FMI (-49,7 %, soit -23,9 milliards de FCFA).

3.2.4 Autres postes du passif

Les autres postes du passif (compte de résultat, comptes d'ordre divers, écarts sur dépôts des banques et institutions financières de la zone, écarts sur les comptes courants des Trésors nationaux, etc.) sont restés globalement stables, avec une légère variation de 8,5 %.

Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs au niveau de la CEMAC a diminué, passant de 75,20 % au 31 mars 2025 à 70,24 % au 31 mars 2026.

Cette évolution traduit un affaiblissement de la position extérieure et appelle à une vigilance accrue en matière de gestion des réserves et de consolidation de la liquidité bancaire.

5. LE SYSTEME BANCAIRE ÉQUATO-GUINÉEN AU 31 MARS 2026

Le système bancaire équato-guinéen compte 5 banques en activité au 31 mars 2026. Il s'agit de : CCEI Bank GE (CCEI GE), Société Générale de Banques en Guinée Equatoriale (SGBGE), BGFIBank Guinée Equatoriale (BGFI GE), Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE) et Ecobank Guinée Equatoriale (Ecobank-GE).

À fin mars 2026 :

- le total agrégé des bilans s'établit à 2 025 Mds de FCFA. Il a régressé de 4,5 % par rapport au 31 mars 2025.
- les dépôts collectés s'élèvent à 1 609 Mds de FCFA (79,4 % du total du bilan). Ils sont en baisse de 9,4 % en variation annuelle.
- les crédits bruts à la clientèle sont de 1 077 Mds de FCFA. Ils sont en augmentation de 7,1 % par rapport à mars 2025.
- les provisions pour dépréciation des comptes clientèle ont progressé de 5,9 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date. Elles s'établissent à 178 Mds de FCFA. En conséquence, les crédits nets se fixent à 900 Mds de FCFA (44,4 % du total du bilan), soit une variation annuelle de 7,3 %.
- les créances en souffrance s'élèvent à 323 Mds de FCFA. Elles représentent 30,0 % des crédits bruts contre 31,0 % douze mois auparavant. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est améliorée par rapport à mars 2025. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions se situe à 55,0 % contre 53,9 % en mars 2025.
- la couverture des crédits par les dépôts s'établit à 135,6 % contre 171,1 % en mars 2025. Ainsi, les opérations avec la clientèle dégagent un excédent de ressources de 709 Mds de FCFA contre un excédent de 937 Mds de FCFA en mars 2025.
- l'excédent des capitaux permanents s'établit à 103 Mds de FCFA par rapport aux valeurs immobilisées. A fin mars 2025, il s'élevait à 94 Mds de FCFA.

- l'excédent de trésorerie se situe à 810 Mds de FCFA (40,0 % du total du bilan). Il a enregistré des fluctuations de -21,7 % par rapport à la situation prévalant douze mois plus tôt.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution des principaux indicateurs bilancielles des banques équato-guinéennes entre mars 2025 et 2026.

Tableau 11. Evolution de la situation bilancielles (en millions de francs CFA)

AGREGAT	31-mars-25	31-déc-25	31-mars-26
Dépôts de la clientèle	1 775 082	1 660 603	1 608 560
Crédits bruts	1 006 116	1 062 976	1 077 396
Créances en souffrance	311 418	313 044	323 420
<i>*dont créances douteuses</i>	<i>168 572</i>	<i>173 207</i>	<i>172 432</i>
<i>*dont créances immobilisées</i>	<i>137 366</i>	<i>131 896</i>	<i>138 930</i>
Provisions à constituer	167 907	172 579	177 732
Crédits nets	838 209	890 397	899 664
Capitaux permanents	230 985	240 022	239 566
Valeurs immobilisées	137 088	135 870	136 386
Excédent/déficit de trésorerie	1 033 974	869 403	809 575
Total du bilan	2 120 921	2 053 083	2 025 296

Source: COBAC

5.1 Evolution des opérations avec la clientèle

5.1. 1 Les ressources collectées

Les **ressources à vue** (y compris les comptes d'épargne sur livrets) ont régressé de -18,7 % par rapport à mars 2025. Elles s'établissent à 1 262 Mds de FCFA, soit 78,5 % des dépôts collectés contre 87,4 % douze mois plus tôt.

Constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse notamment), les **ressources à terme** collectées auprès de la clientèle s'établissent à 318 Mds de FCFA, soit 19,8 % du total des dépôts contre 11,7 % fin mars 2025. Elles sont en baisse de 52,5 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date.

Tableau 12. Evolution des dépôts de la clientèle par type de comptes (en millions de francs CFA)

AGREGAT	31-mars-25	31-déc-25	31-mars-26
Comptes à vue	1 552 244	1 308 257	1 262 491
Compte à terme	181 105	304 945	292 884
Comptes de dépôts à régime spécial	27 372	24 692	24 971
Autres comptes créditeurs et dettes rattachées	14 361	22 709	28 214
TOTAL DES DEPOTS	1 775 082	1 660 603	1 608 560

Source: COBAC

Les **dépôts des administrations publiques** ont enregistré une baisse de -13,8 % par rapport à leur niveau de mars 2025. Ils s'élèvent à 513 Mds de FCFA, soit 31,9 % du total des dépôts contre 33,5 % en mars 2025.

De leur côté, les dépôts des entreprises publiques se fixent à 52 Mds de FCFA, soit 3,3 % des dépôts collectés contre 3,4 % douze mois plus tôt. Ils sont en baisse de 12,8 % comparés à la situation de mars 2025.

Enfin, les **dépôts du secteur privé** s'établissent à 63,1 % du total des dépôts contre 61,1 % douze mois plus tôt. S'établissant à 1 015 Mds de FCFA, ils sont en baisse de 6,4 % par rapport à leur niveau de mars 2025.

Tableau 13. Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants (en millions de FCFA)

AGREGAT	31-mars-25	31-déc-25	31-mars-26
Dépôts publics	594 798	520 296	512 894
Dépôts des entreprises publiques	60 034	53 287	52 326
Dépôts privés	1 084 239	1 049 967	1 015 126
<i>Dépôts des non-résidents</i>	21 642	14 344	16 152
Dépôts non ventilés	14 361	22 709	28 214
Dépôts de la clientèle	1 775 082	1 660 603	1 608 560

Source: COBAC

5.1.2 Les crédits distribués

Les **crédits aux administrations publiques** ressortent à 251 Mds de FCFA, soit 23,3 % du total des crédits bruts, contre 26 % en mars 2025. En valeur absolue, ils sont en baisse de -4,1 % en comparaison avec leur niveau de mars 2025.

Les **crédits aux entreprises publiques** s'établissent à 42 Mds de FCFA, soit 3,9 % des crédits distribués contre 4 % douze mois plus tôt. En valeur absolue, ils sont en hausse de 3,8 % par rapport à la situation de mars 2025.

Quant aux **crédits au secteur privé**, ils s'élèvent à 698 Mds de FCFA, et représentent 64,7 % du total des crédits bruts contre 63,8 % douze mois plus tôt. Ils sont en hausse de 8,7 % comparés à leur niveau de mars 2025. Les crédits à l'économie demeurent fortement concentrés sur ce secteur.

Tableau 14. Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

AGREGAT	31-mars-25	31-déc-25	31-mars-26
Crédits à l'Etat	261 430	256 278	250 679
Crédits aux entreprises publiques	40 393	39 404	41 941
Crédits au secteur privé	641 777	678 207	697 513
Crédits aux non-résidents	60 576	57 959	56 812
Encours financier des opérations de crédit-bail	0	-	0
Autres créances (valeurs non imputées et créances rattaché)	1 940	31 128	30 451
Total Crédits	1 006 116	1 062 976	1 077 396

Source : COBAC

Au 31 mars 2026, l'encours des crédits distribués par les banques s'élève à 1 077 Mds de F CFA contre 1 006 Mds de F CFA en 2025, soit une progression de 7 % sur un an.

L'analyse ci-dessous réalisée révèle que cinq (5) secteurs d'activités sont prépondérants dans la distribution des crédits à l'échelle de la place équato-guinéenne avec un poids de 69 %, à savoir :

- l'**agriculture, sylviculture et pêche** représente la part la plus importante avec 350 Mds de FCFA, soit 33 % du total des crédits distribués.
- la **construction** occupe la deuxième place avec 117 Mds de FCFA, soit 11 % du total.
- le **commerce** mobilise 96 Mds de FCFA, soit 9 % du total.
- la **production - distribution d'électricité et de gaz** atteint 96 Mds de FCFA, soit 9 % du total.
- les **autres activités de services N.C.A** se fixent à 78 Mds de FCFA, soit 7 % du total.

La présentation ci-après reprend la distribution des crédits par branche d'activités, extraites des déclarations réglementaires :

Tableau 15. Évolution des crédits bruts par branche d'activités (en millions de francs CFA)

Branches d'activités	2025	2026	Var. annuelle
Agriculture, Sylviculture, Pêche	362 241	350 100	-3,4%
Activités extractives	869	9 946	1044,3%
Activités de fabrication	53 512	52 010	-2,8%
Production - distribution d'électricité et de gaz	88 787	96 022	8,1%
Production et Distribution d'eau, Assainissement, Traitement des déchets et dépollution	4 312	4 752	10,2%
Construction	116 796	117 855	0,9%
Commerce	87 402	96 071	9,9%
Transports et entreposage	31 037	27 717	-10,7%
Hébergement et restauration	4 303	6 946	61,4%
Information et communication	2 329	10 578	354,2%
Activités financières et d'assurance	1 816	4 129	127,4%
Activités immobilières	203	4 648	2193,0%
Activités spécialisées, Scientifiques et Techniques	3 509	4 425	26,1%
Activités de services de soutien et de Bureau	37 256	42 797	14,9%
Activités d'administration publique	23 976	25 424	6,0%
Enseignement	2 217	514	-76,8%
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	629	767	22,0%
Activités artistiques, sportives et récréatives	728	94	-87,1%
Autres activités de services N.C.A	57 997	78 202	34,8%
Activités spéciales des ménages	59 056	68 601	16,2%
Activités des organisations extraterritoriales	412	13 387	3151,2%
Crédit Non-Résidents	66 730	62 411	-6,5%
TOTAL	1 006 116	1 077 396	7,1%

Source : COBAC.

Le poste « Autres activités de services N.C.A » (78 Mds de FCFA) concerne les services non classés ailleurs tels, les activités des organisations associatives, de réparation d'ordinateurs, biens personnels et domestiques et de fourniture d'autres services personnels. Cependant, après examen des *reportings*, il ressort que l'encours de crédit sur ce poste est anormalement élevé et ne reflète pas exactement la réalité.

5.1.3 Evolution des opérations de trésorerie

Les **ressources de trésorerie** se fixent à 132 Mds de FCFA contre 68 Mds de FCFA douze mois auparavant, soit une hausse de 93,5 %. Elles sont constituées de **ressources à terme** à concurrence de 90,7 % et de **ressources à vue** à hauteur de 9,3 %. Les contributions respectives étaient de 73,3 % et 26,6 %, en mars 2025.

Ajoutées à l'excédent des ressources clientèle, elles alimentent les **emplois de trésorerie** qui s'élèvent à 942 Mds de FCFA, dont 10,6 % d'**emplois à terme** et 38,4 % d'**emplois à vue** (y compris l'encaisse). En mars 2025, les valeurs respectives étaient de 138 Mds de F CFA à terme et 786 Mds de FCFA à vue, soit 9,5 % et 55,3 %.

Tableau 16. Evolution des opérations de trésorerie (en millions de FCFA)

AGREGAT	31-mars-25	31-déc-25	31-mars-26
Caisse	55 550	54 142	52 338
Opérations à vue	730 753	685 540	663 212
Opérations au jour le jour et à terme	137 895	134 869	253 912
Titres de placement et de transaction	1 672 750	1 496 689	1 392 562
Créances en souffrance nettes	670	3 337	1 600
Créances rattachées	32 688	41 921	29 757
Emplois de trésorerie	2 630 306	2 416 498	2 393 381
Opérations à vue	142 481	240 572	326 477
Opérations au jour le jour et à terme	677 671	1 321 454	1 276 717
Dettes rattachées	670	1 464	1 318
Ressources de trésorerie	820 822	1 563 490	1 604 512
EXCEDENT DE TRESORERIE	1 817 483	853 008	788 869

Source: COBAC

Les opérations avec la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) se caractérisent par un placement net des banques primaires de 203 Mds de FCFA. Le solde de ces opérations a baissé de -62,4 % par rapport au niveau atteint l'année précédente à la même date.

Tableau 17. Evolution des opérations avec la BEAC (en millions de FCFA)

AGREGAT	31-mars-25	31-déc-25	31-mars-26
+ BEAC Compte-courant débiteur	554 183	321 663	302 395
+ Placements à la BEAC	0	0	0
- BEAC Compte-courant créditeur	0	0	0
- Refinancement BEAC	15 000	85 001	99 701
SOLDE DES OPERATIONS AVEC LA BEAC	539 183	236 662	202 694

Source: COBAC

Les financements bancaires aux États représentent 39,9 % du total du bilan des

banques au 31 mars 2026, contre 34,4 % à fin décembre 2025, traduisant un léger recul du poids des expositions souveraines dans les bilans bancaires de la Guinée Equatoriale.

Les financements accordés aux États sont principalement orientés vers les titres publics en portefeuille et représentent une proportion importante du total des actifs des banques.

Sur le plan prudentiel, les financements accordés aux États représentent 708 % des fonds propres nets du secteur bancaire à fin mars 2026, largement au-dessus de la limite réglementaire de 25 %. Bien qu'en léger recul par rapport aux niveaux observés les années précédentes, ce niveau de financements demeure largement supérieur aux limites prudentielles applicables en matière de division des risques.

Tableau 18. Évolution des financements accordés par les banques aux États et entités liées à fin mars 2026 (En milliards de FCFA)

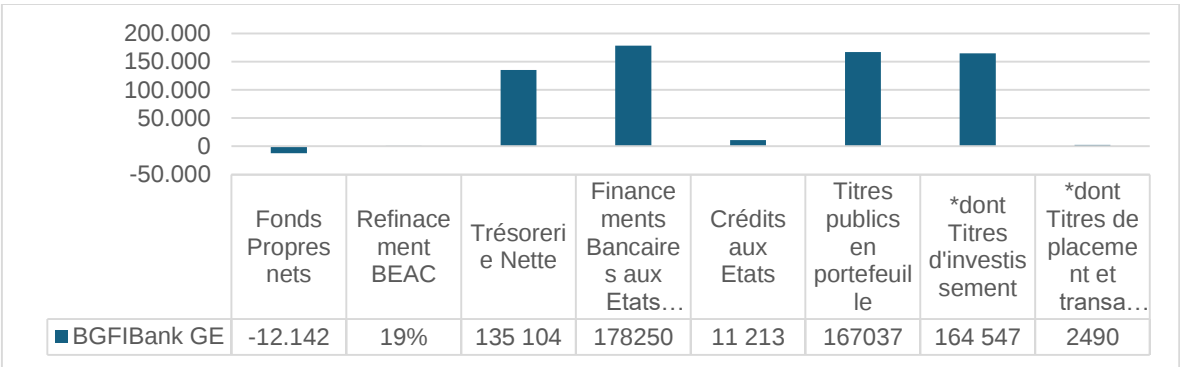
Rubriques	31-mars-25	31-déc-25	31-mars-26
Crédits directs	301 823	295 682	292 620
- <i>Crédit à l'Etat</i>	261 430	256 278	250 679
- <i>Crédits aux entreprises publiques</i>	40 393	39 404	41 941
Titres publics en portefeuille	428 400	509 784	516 321
- <i>Titres d'investissement</i>	48 994	48 563	48 896
- <i>Titres de placement et de transaction</i>	379 406	461 221	467 425
Total des financements accordés par les banques aux Etats	730 223	805 466	808 941
Fonds propres nets (FPN)	121 603	124 362	114 308
Titres publics en portefeuille/Total financement Etats	58,67%	63,29%	63,83%
Total du bilan	2 120 921	2 053 083	2 025 296
Financement des banques aux Etats/total Bilan	34,43%	39,23%	39,94%
Financement des banques aux Etats/FPN	600%	648%	708%

Source : COBAC.

En termes de financement des États par les banques, BGFIBank GE affiche

l'encours le plus élevé avec 178 Mds de FCFA et un taux de dépendance au refinancement de 19 %.

Graphique 7. Financement des États par les banques au 31 mars 2026 (Millions de FCFA)



Une banque avec un taux de refinancement BEAC à plus 10 % et des expositions élevées sur les Souverains au 31 mars 2026 (Millions de FCFA)

Quant aux opérations avec les correspondants associés (autres établissements de crédit implantés dans la CEMAC ou correspondants extérieurs appartenant, dans les deux cas, au même réseau), elles se traduisent par un endettement net de 26 Mds de FCFA. Le solde de ces opérations a baissé de -3,1 % par rapport à la même période l'année précédente.

Tableau 19. Evolution des opérations avec les correspondants associés (en millions de F CFA)

AGREGAT	31-mars-25	31-déc-25	31-mars-26
+ Comptes à vue débiteurs	10 698	18 316	12 390
+ Prêts et comptes à terme	36 995	36 629	21 248
- Comptes à vue créditeurs	11 209	23 875	7 985
- Emprunts et comptes à terme	10 000	0	3 0
SOLDE CORRESPONDANTS ASSOCIES	26 484	31 070	25 653

Source: COBAC

5.2 Respect des normes prudentielles

Du point de vue de l'analyse prudentielle, sur les 5 banques figurant dans le champ d'analyse :

- 4 banques sont en conformité avec les dispositions relatives à la **représentation du capital minimum** ;
- en matière de solvabilité, 3 banques extériorisent un ratio de **couverture des risques pondérés** par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 % ;
- dans le cadre des **normes de division des risques**, 3 banques parviennent à respecter la limite globale, en maintenant en dessous de l'octuple des fonds propres nets la somme des risques pondérés supérieurs à 10 % desdits fonds propres, et 2 banques se conforment à la limite individuelle en n'entretenant pas de risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire excédant 25 % des fonds propres nets ;
- s'agissant de la **couverture des immobilisations** par les ressources permanentes, 4 banques réalisent un ratio supérieur ou égal au minimum de 100 % ;
- en ce qui concerne le **rapport de liquidité**, les disponibilités à vue ou à moins d'un mois sont supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % des exigibilités de même terme pour 5 banques ;
- quant au respect du **coefficient de transformation à long terme**, 2 banques parviennent à financer à hauteur de 50 % au moins (minimum réglementaire) leurs emplois à plus de cinq ans de durée résiduelle par des ressources permanentes ;
- enfin, 3 banques maintiennent la somme des **engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel** en dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets (le nombre de banques en conformité était de 4 l'année précédente à la même date).

Tableau 20. Nombre de banques en conformité avec les normes prudentielles

Normes Prudentielles	31/03/2022	31/03/2023	31/03/2024	31/03/2025	31/03/2026
Capital minimum	2	2	4	3	4
Couverture des risques	2	2	3	3	3
Plafond global des risques	2	2	2	3	3
Plafond individuel des risques	1	1	1	1	2
Couverture des immobilisations	1	1	2	4	4
Rapport de liquidité	4	4	4	5	5
Coefficient de transformation	0	1	1	2	2
Engagements sur les apparentés	2	2	2	4	3
Adéquation des fonds propres	1	1	1	3	3
Nombre total de banques	5	5	5	5	5

Source : COBAC

Au total, 1 banque seulement dispose de fonds propres nets suffisants pour honorer l'ensemble des normes prudentielles assises sur cet agrégat (contre 1 banque l'année précédente à la même date).

5.3 Analyse de la situation des établissements de microfinance de la Guinée Equatoriale

Au 31 mars 2026, le secteur de la microfinance en Guinée Equatoriale compte 2 établissements agréés et en activité. Il demeure le marché le plus réduit de la CEMAC, aussi bien par le nombre d'établissements que par la taille des agrégats bilanciaux.

L'analyse de la situation du secteur doit être conduite avec une prudence particulière, compte tenu de l'absence de transmission des états SESAME de Bonafide Microbank à fin décembre 2025 et à fin mars 2026. Cette absence de déclaration affecte significativement la comparabilité des agrégats dans le temps et réduit la portée de l'analyse consolidée du secteur.

Les données disponibles au 31 mars 2026 reposent essentiellement sur Atom Finance S.A. Cette configuration rend les agrégats nationaux très sensibles à la situation d'un seul établissement déclarant et limite la profondeur de l'analyse prudentielle. La note ci-après met donc l'accent sur la faiblesse structurelle du secteur, les limites de fiabilité statistique induites par le défaut de reporting et les principaux points de vigilance prudentielle.

5.3.1. Dynamique d'activité des EMF en Guinée Equatoriale

Le total agrégé de bilan des EMF de Guinée Equatoriale ressort à 667 millions de FCFA au 31 mars 2026, contre 1 718 millions de FCFA un an auparavant, soit une contraction de 61,15 %. Cette baisse traduit principalement l'absence de déclaration de Bonafide Microbank et non nécessairement une contraction économique mesurée sur un périmètre constant.

Les dépôts de la clientèle s'établissent à 240 millions de FCFA au 31 mars 2026, contre 660 millions de FCFA en mars 2025 et 266 millions de FCFA à fin décembre 2025. La baisse annuelle de 64 % reflète, là encore, l'effet de périmètre lié au défaut de reporting de Bonafide Microbank. Sur le trimestre, les dépôts déclarés diminuent modérément de 26 millions de FCFA.

L'encours de crédits bruts ressort à 168 millions de FCFA au 31 mars 2026. La note sectorielle fait état d'une hausse marginale de 24 millions de FCFA par rapport à décembre 2025, l'encours étant passé de 144 millions à 168 millions de FCFA. Cette progression trimestrielle reste toutefois très limitée en valeur absolue et ne modifie pas le caractère marginal du secteur dans le financement régional.

La trésorerie nette s'élève à 151 millions de FCFA au 31 mars 2026, contre 107 millions de FCFA un an auparavant, soit une progression de 41 %. Elle est essentiellement constituée de comptes à vue et à terme auprès des correspondants locaux, pour 123 millions de FCFA, et de caisse, pour 28 millions de FCFA. Aucun titre de trésorerie n'est recensé au titre du pays.

La faiblesse des volumes d'activité et la dépendance à un seul établissement déclarant confirment la profondeur très limitée du marché de la microfinance en Guinée Equatoriale. Le secteur ne contribue que marginalement aux agrégats de la CEMAC : 0,03 % du total de bilan, 0,01 % des dépôts, 0,02 % des crédits bruts et 0,02 % de la trésorerie nette régionale.

5.3.2. Situation prudentielle des EMF en Guinée Equatoriale

Sur le plan prudentiel, les fonds propres nets agrégés des EMF de Guinée Equatoriale demeurent négatifs. Ils ressortent à -1 469 millions de FCFA au 31 mars 2026, contre -1 898 millions de FCFA un an auparavant et -1 816 millions de FCFA à fin décembre 2025. L'amélioration apparente de 429 millions de FCFA sur un an ne permet donc pas de restaurer une situation de solvabilité conforme.

L'annexe prudentielle au 31 mars 2026 fait ressortir un seul EMF pris en compte dans l'analyse des normes. Cet établissement respecte le coefficient de liquidité ainsi que les normes de division globale et individuelle des risques. En revanche, il ne

respecte pas les exigences relatives aux fonds propres nets positifs, à la couverture des immobilisations et à la couverture des risques.

Les données relatives aux engagements en faveur des apparentés et aux prises de participation ne sont pas renseignées. Cette absence d'information empêche d'apprécier correctement les risques de parties liées, de conflits d'intérêts, de concentration indirecte ou de contournement prudentiel.

La situation prudentielle du secteur apparaît ainsi critique. Elle combine des fonds propres négatifs, une insuffisance de couverture des risques, un défaut de couverture des immobilisations et des carences de reporting sur des normes sensibles. Le respect apparent du ratio de liquidité ne suffit pas à compenser ces fragilités, compte tenu de la très faible taille du bilan et de la faiblesse structurelle de l'exploitation.

6. MARCHE MONETAIRE

L'évolution de la situation du marché monétaire de la Guinée Equatoriale, au cours du premier trimestre 2026, comparée à celle de la même période un an plus tôt, a été principalement marquée par : (i) une forte progression du volume des injections de liquidités, (ii) l'absence d'opérations de reprise de liquidité sur le système bancaire, et (iii) une évolution à la baisse du volume des fonds levés sur le marché des titres publics organisés par adjudication.

6.1 Evolution des interventions de la Banque Centrale

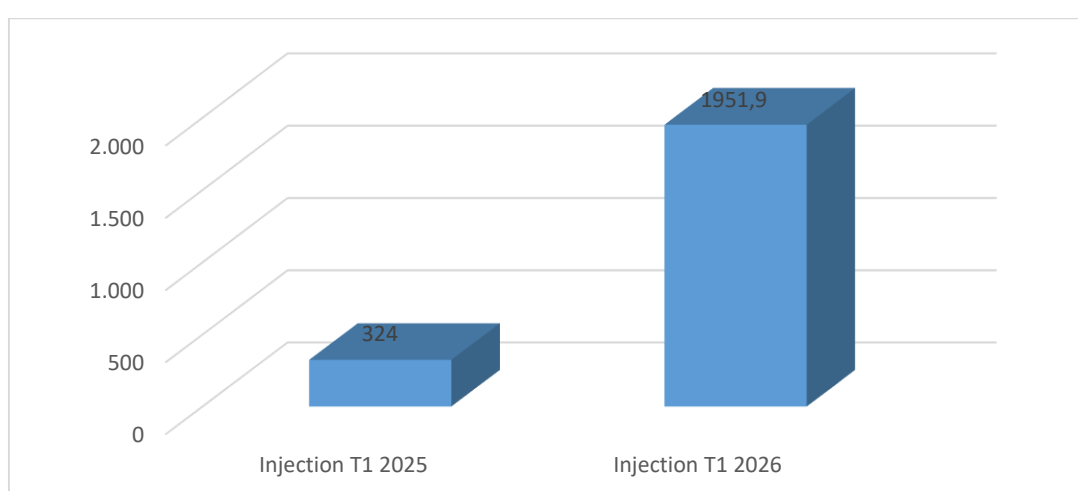
Au cours de la période sous revue, la BEAC a fait recours à l'ensemble des instruments de politique monétaire nécessaires pour mieux gérer la liquidité dans la sous-région. De ce fait, le compartiment des interventions d'open market de la Banque Centrale a été marqué par le dynamisme des opérations d'injection de liquidités qui sont détaillés comme suit.

6.1.1 Opérations principales d'Injection de Liquidité de la BEAC

Les concours octroyés au système bancaire de la Guinée Equatoriale au titre d'injection de liquidité au premier trimestre 2026, ont progressé de 502% passant de 324 milliards de F.CFA au premier trimestre 2025 à 1 951 milliards de F.CFA un an plus tard. Ces concours se composent comme suit :

- Des **Opérations Principales d'Injection de Liquidité de la BEAC (OPIL)**, qui ont augmenté de 53,7%, passant de 182 milliards de F.CFA au premier trimestre 2025 à 279 milliards de F.CFA à la même période en 2026.
- Des **Opérations d'Injection de Liquidité à Maturité Longue (OILML)**, aucune opération n'a été enregistrée au cours de la période d'analyse.
- Des **Facilités de Prêt Marginal (FPM)**, ont augmenté exponentiellement de 1 077%, passant de 142 milliards de FCFA au premier trimestre 2025 à 1 672 milliards de FCA à la même période en 2026.

Graphique 8. Evolution des injections de liquidité (En milliards de FCFA)

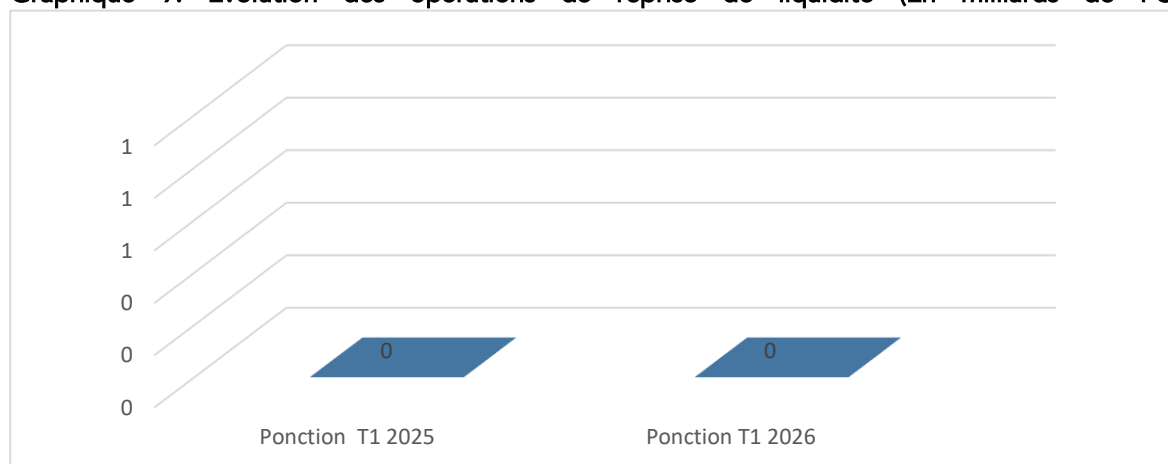


Source : BEAC

6.1.2 Opérations de Reprises de Liquidité

Entre mars 2025 et mars 2026, aucune intervention de la BEAC n'a été effectuée au titre des opérations de reprise de liquidité dans le système bancaire.

Graphique 9. Evolution des opérations de reprise de liquidité (En milliards de FCFA).



Source : BEAC

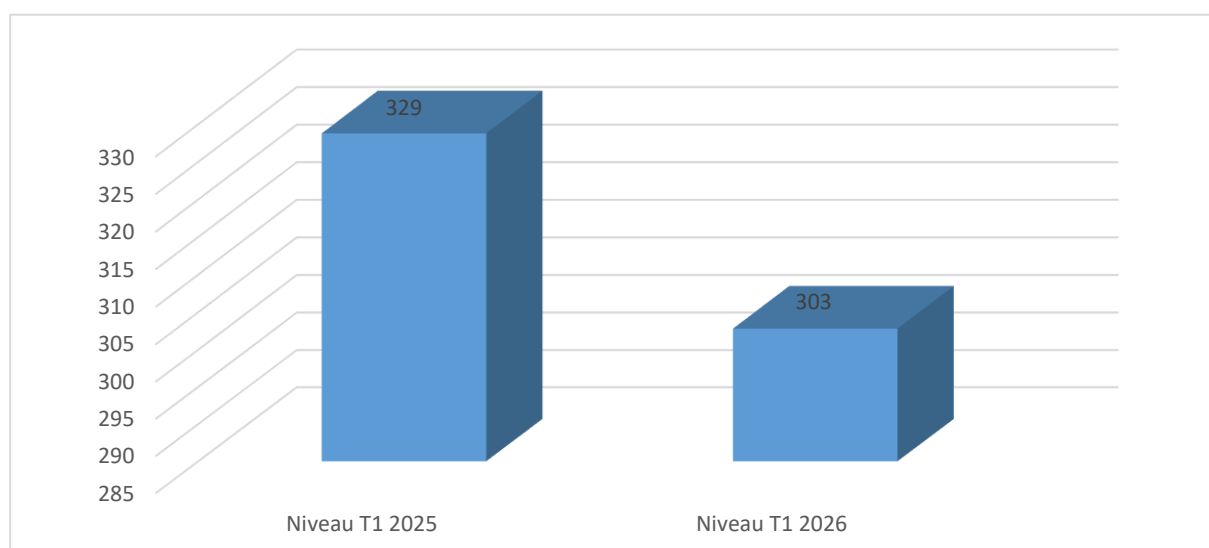
6.2 Evolution des réserves obligatoires

En glissement annuel, le volume du niveau des réserves obligatoires constitué par les banques a reculé de 7,9%, passant de 329 milliards de FCFA au premier trimestre 2025 à 303 milliards de FCFA à la même période en 2026. Cette évolution s'explique principalement par la contraction des dépôts de la clientèle.

L'ensemble des banques de la place ont respecté le niveau de réserves obligatoires à constituer au cours de la période sous revue.

En termes des taux, la BEAC a maintenu inchangé les coefficients des réserves obligatoire, soit 7,00% pour les exigibilités à vue et 4,50% pour les exigibilités à terme.

Graphique 10. Evolution des Réserves Obligatoires (En milliards de FCFA)



Source : BEAC.

6.3 Conditions d'intervention de la BEAC

Le Comité de Politique Monétaire de la BEAC, réuni en session ordinaire le 02 avril 2026, a maintenu les principaux taux adoptés en décembre 2025 ; néanmoins, le 29 juin 2026 ces taux ont été réaménagés comme suit :

Tableau 21 : Taux d'intervention de la BEAC

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) :	de 4,75% à 4,50%
Taux de la Facilité de Prêt Marginale (TFPM) :	de 6,25% à 5,75%
Taux de la Facilité de dépôt :	0,00 % (inchangé)
Fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP0):	0,40 % (inchangé)
Mécanisme de Stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1) :	0,05 % (inchangé)
Dépôts Spéciaux (TISPP2) :	0,00 % (inchangé)
Les coefficients des réserves obligatoires au cours de la période référencée de 7,00% à 6,50% pour les exigibilités à vue, et de 4,50% à 4,00% pour les exigibilités à terme.	

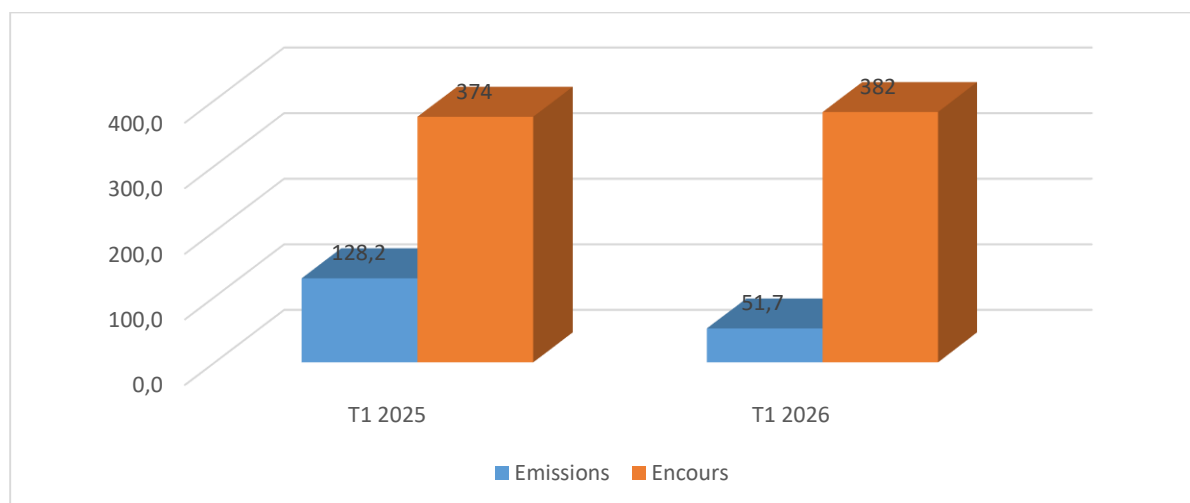
Source : BEAC

6.4 Evolution du marché des titres publics

Le volume total des émissions des titres publics par adjudication organisées par la BEAC a été marqué par un recul des émissions de 60% entre le premier trimestre 2025 et celui de 2026. Il est passé de 128,2 milliards de FCFA à 51,7 milliards de FCFA.

L'encours de la dette sur le marché des titres publics (BTA et OTA) de l'Etat Equato-Guinéen, a enregistré une évolution de 2% en glissement annuel, passant de 374 milliards de FCFA en mars 2025 à 382 milliards de FCFA en mars de 2026. Cette évolution s'explique principalement par l'émission des nouvelles lignes de BTA et OTA.

Graphique 11. Evolution des titres publics (En milliards de FCFA)



Source : BEAC

6.4.1 Niveau des émissions et des encours de la G.E sur le marché sous régional

Tableau 22 : Evolution des émissions des valeurs du Trésor (En millions de FCFA)

Evolution des émissions des valeurs du Trésor (En millions de FCFA)				
Période	Déc. 2025	(%) sur le total	Fév. 2026	(%) sur le total
Cameroun	1 329 553	21,27%	108 453	15,73%
Congo	1 818 691	29,09%	293 003	42,48%
Gabon	1 982 620	31,71%	130 097	18,86%
Guinée Equatoriale	405 011	6,48%	41 229	5,98%
RCA	164 666	2,63%	35 148	5,10%
Tchad	550 932	8,81%	81 733	11,85%
Emissions CEMAC	6 251 473	100,00%	689 663	100,00%

Source : Rapport CPM avril 2026 (page 35)

Tableau 23. Evolution des Encours des valeurs du Trésor (En millions de FCFA)

Evolution des Encours des valeurs du Trésor (En millions de FCFA)				
Période	Déc. 2025	(%) sur le total	Fév. 2026	(%) sur le total
Cameroun	1 831 278	19,67%	1 823 326	19,18%
Congo	2 678 262	28,77%	2 780 161	29,25%
Gabon	2 873 779	30,87%	2 918 895	30,71%
Guinée Equatoriale	410 376	4,41%	396 605	4,17%
RCA	382 533	4,11%	397 002	4,18%
Tchad	1 133 928	12,18%	1 188 120	12,50%
Encours CEMAC	9 310 156	100,00%	9 504 109	100,00%

Source : Rapport CPM avril 2026 (page 35)

A l'analyse de données présentées, la Guinée Equatoriale reste un émetteur relativement modeste sur le marché des titres publics de la CEMAC. Cependant :

- Sa participation aux émissions a augmenté fortement (5.98% à 6.48%) même si le poids reste inférieur à celui des autres pays de la Zone à l'exception de la RCA.
- Son encours diminue, passant de 4,41% en décembre 2025 à 4,17% en février 2026 de l'encours total de la Zone.

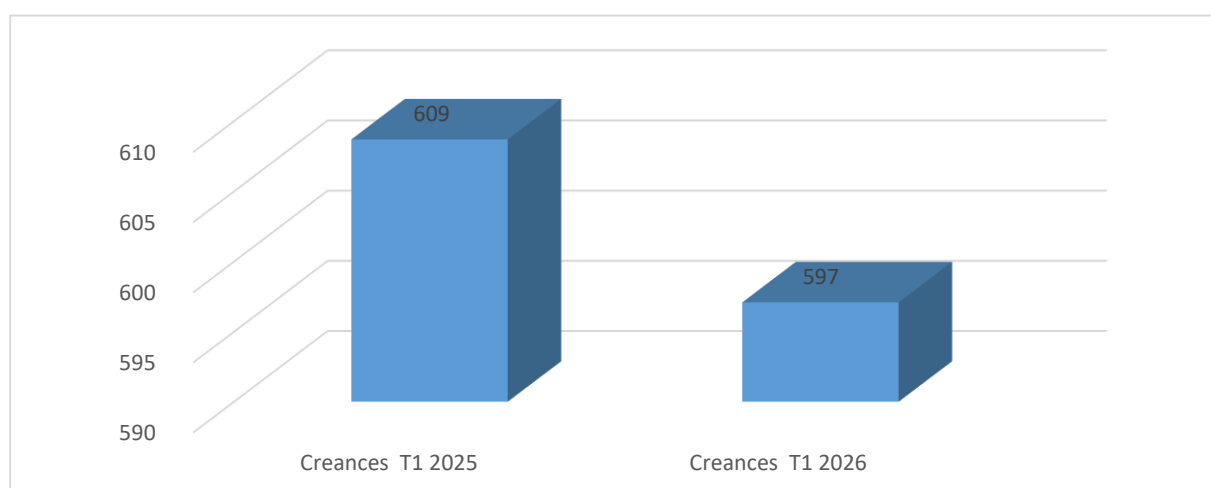
Cela traduit un recours croissant de la Guinée Equatoriale au marché régional pour financer ses besoins budgétaires, tout en restant un acteur en taille moyenne dans la zone CEMAC.

6.5 Concours de la BEAC au Trésor National

Les concours de la Banque Centrale à l'Etat équato-guinéen sont constitués des créances consolidées au titre des avances statutaires. Pour la période comprise entre mars 2025 et mars 2026, le total des engagements de l'Etat vis-à-vis de la BEAC ont diminué, passant de 609,39 milliards FCFA à 597 milliards FCFA.

S'agissant des échéances de remboursement en intérêts, un montant de 17,77 milliards FCFA a été entièrement honoré par l'Etat équato-guinéen entre mars 2025 et 2026.

Graphique 12. Evolution des Créances a l'Etat



Source : BEAC

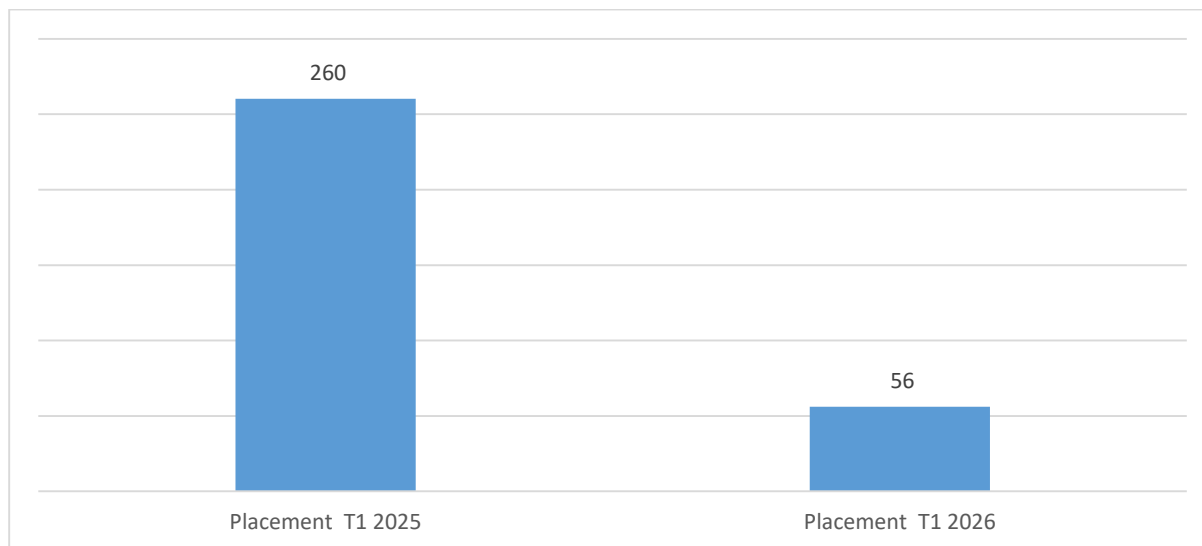
6.6 Evolution des placements publics

Au cours de la période sous revue, les placements publics ont fortement reculé de 78%, passant de 260 milliards de FCFA au 31 mars 2025 à 56 milliards de FCFA un an plus tard. Cette situation s'explique par :

- **Le maintien du niveau des Dépôts Spéciaux**, à 3 milliards de FCFA entre mars 2025 et 2026.
- **La baisse du Mécanisme de Stabilisation des Recettes Budgétaires**, passant de 202 milliards de FCFA à 7 milliards de FCFA entre les deux périodes.

- **La baisse du Fond de Reserve pour les Générations Futures** passant de 55 milliards FCFA à 45 milliards FCFA entre les deux périodes.

Graphique 13. Evolution des placements publics (En milliards de FCFA).



Source: BEAC

7. CONCLUSIONS

Pour 2026, l'économie équato-guinéenne devrait enregistrer une contraction de 2,7 %, soit une amélioration par rapport au recul de 6,4 % observé en 2025. Cette évolution continuera toutefois de refléter les contraintes structurelles qui affectent aussi bien le secteur pétrolier que les activités non pétrolières. Dans ce contexte, la nécessité d'accélérer la diversification de l'économie afin de réduire sa dépendance au secteur des hydrocarbures et de renforcer les moteurs de croissance apparaît plus que jamais essentielle.

Le secteur pétrolier, traditionnel pilier de l'économie, continuera de faire face à des défis structurels, notamment la maturité des gisements existants et les difficultés techniques affectant la production de méthanol. De son côté, le secteur non pétrolier devrait enregistrer une contraction de son activité, principalement en raison de la baisse de la production et des exportations de bois, malgré la reprise attendue du commerce et l'évolution favorable du secteur hôtelier. Néanmoins, la mise en œuvre des projets stratégiques demeure essentielle pour stimuler la dynamique économique et consolider la diversification de la base productive.

L'inflation devrait s'établir à 4,1 %, au-dessus du seuil de 3 % fixé par les critères de convergence communautaires. Par ailleurs, le budget global devrait dégager un excédent, traduisant une amélioration de la situation des finances publiques.

Malgré ces défis, les perspectives présentent plusieurs éléments favorables, notamment l'expansion des activités manufacturières et la prochaine mise en service d'une usine de transformation du thon. Ces initiatives pourraient contribuer à soutenir la croissance économique et à renforcer la diversification de la base productive, à condition qu'elles soient accompagnées de politiques publiques appropriées.

8. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES DE LA GUINEE EQUATORIALE A MOYEN TERME (2026-2029)

Pour 2026, il est prévu que la Guinée Equatoriale connaisse une contraction de l'activité économique, avec un taux de croissance du PIB réel estimé à -2,7%, en raison du faible rendement attendu de plusieurs secteurs, en particulier les secteurs primaire et secondaire, ainsi que de diverses branches du secteur tertiaire.

Dans le **secteur pétrolier**, la poursuite des programmes d'exploration et de redéveloppement des champs matures pourrait ralentir le déclin de la production, tandis que l'accroissement de la production de gaz naturel contribuerait à soutenir les recettes d'exportation.

Dans le **secteur non-pétrolier**, le projet de transformation du thon sur l'île d'Annobón et le programme d'aquaculture PASPA devraient stimuler la production et créer de nombreux emplois. Le développement du secteur agricole, soutenu par des infrastructures de transformation et de logistique, reste un axe prioritaire pour réduire la dépendance alimentaire et renforcer la résilience économique. Pour la période 2026-2029, la croissance annuelle moyenne du PIB réel devrait s'établir à -0,8%, tandis que l'inflation est projetée à 3,5 %.

ANNEXES

Annexe 1. Principaux indicateurs économique financiers et sociaux

Tableau 5.1 : Guinée Equatoriale - Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
	Estim.	(Variations annuelles, en %)					Estim.	Prév.	Prév.
PIB, prix et population									
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	-6,2	-5,5	-4,8	0,9	3,2	-5,9	0,7	-6,4	-2,7
dont secteur pétrolier	-15,8	-7,6	-2,4	-17,8	-7,1	-21,6	-2,4	-18,7	-17,9
secteur non pétrolier	-3,1	-4,8	-5,6	5,7	6,5	-0,5	1,2	-4,7	-1,0
Taux de croissance démographique	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Inflation/ (prix à la consommation - en moyenne annuelle)	1,3	0,0	4,8	-0,1	4,9	2,4	3,4	2,3	4,1
Inflation/ (prix à la consommation - en glissement annuel)			0,7	2,9	5,0	2,1	3,0	2,0	3,6
Finances publiques									
Recettes totales	20,0	-14,2	-33,9	26,9	117,1	-28,2	-14,6	-12,5	8,9
dont recettes pétrolières	23,4	-16,5	-36,7	34,2	144,8	-31,6	-19,7	-17,3	7,4
recettes non pétrolières	7,2	-4,3	-22,9	3,8	4,3	5,0	16,9	7,8	13,9
Dépenses totales	3,7	-22,3	-17,1	-6,8	45,2	15,1	-3,4	-6,0	-2,7
dont dépenses courantes	3,9	1,3	-10,6	2,5	21,7	10,5	-0,6	-3,2	-4,8
dépenses en capital	3,4	-48,8	-31,5	-33,6	150,5	25,2	-8,8	-12,0	2,3
Monnaie et crédit									
Avoirs extérieurs nets	42,0	-177,7	-219,5	38,4	607,4	22,2	-32,0	-43,7	30,6
Crédits à l'économie	1,8	-20,6	0,0	-3,0	-2,0	-25,9	15,7	0,6	9,4
Créances nettes sur l'Etat	3,6	97,8	10,1	-12,3	-109,3	351,3	67,0	194,6	-9,9
Monnaie (M2)	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	20,7	19,3	3,2	2,8	7,3
Concours de la BEAC aux banques	93,3	-39,2	71,5	-5,7	-25,1	-100,0	...	88,9	17,6
Taux de couverture extérieure (fin de période)	7,1	7,3	7,7	6,9	57,0	64,2	53,5	30,8	36,6
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB non pétrolier/M2)	4,60	4,59	4,51	5,11	5,23	4,43	4,44	4,18	3,99
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	3,50	3,50	3,25	3,50	4,00	5,00	5,00	4,50	4,75
Secteur extérieur									
Exportations, fob	12,1	-8,2	-46,6	33,8	83,8	-52,8	-5,7	-22,3	4,0
Importations, fob	-5,5	-24,7	-27,7	4,7	15,6	-13,4	-55,1	0,1	27,2
Termes de l'échange	25,2	-6,5	-33,2	38,0	54,2	-33,8	-4,9	-2,4	33,0
Variation des prix à l'exportation	24,7	-3,4	-36,1	45,2	79,4	-36,8	-4,2	-4,5	21,8
Variation des prix à l'importation	-0,4	3,4	-4,3	5,2	16,4	-4,4	0,7	-2,1	-8,4
Taux de change effectif réel	-4,7	-13,9	0,9	-6,6	-2,5	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des exportations	2,3	-1,8	9,0	-1,7	-1,3	...	...	...	...
Taux de change effectif réel des importations	6,7	-0,7	1,5	0,7	-1,4	...	...	...	...
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaie et crédit									
(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)									
Avoirs extérieurs nets	2,4	-15,2	-15,7	-2,9	91,8	14,5	-21,2	-18,1	8,0
Avoirs intérieurs nets	-5,1	7,3	8,7	3,3	-71,1	4,9	24,3	20,8	-0,7
Crédit intérieur net	0,8	6,4	6,1	-11,6	-70,1	-2,3	14,0	32,3	0,1
Créances nettes sur l'Etat	-1,0	27,5	6,1	-8,8	-68,2	16,9	6,8	32,0	-4,7
Crédits à l'économie (crédits actifs)	1,8	-21,1	0,0	-2,9	-1,9	-19,2	7,2	0,3	4,7
Autres postes nets	-5,8	0,9	2,7	14,9	-1,0	7,1	10,3	-11,4	-0,8
Masse monétaire (M2)	-2,6	-7,9	-7,0	0,4	20,7	19,3	3,2	2,8	7,3
Comptes nationaux									
(Contribution à la croissance réelle, en %)									
Produit intérieur brut	-6,2	-5,5	-4,8	0,9	3,2	-5,9	0,7	-6,4	-2,7
dont secteur pétrolier	-3,9	-2,0	-0,6	-3,7	-1,7	-5,5	-0,3	-2,4	-1,8
secteur non pétrolier	-2,3	-3,5	-4,2	4,5	4,9	-0,3	1,0	-4,1	-0,9
Demande intérieure brute	-6,7	-9,1	-11,6	-18,3	-3,6	9,2	-10,3	-3,2	0,1
Consommation	-5,3	-2,9	-4,9	-17,2	-0,4	8,8	-10,6	-3,3	-1,3
Publique	-7,7	-7,9	-9,6	-9,2	-8,1	-3,6	9,9	-2,5	0,3
Privée	-3,5	5,0	4,8	-8,1	7,7	12,4	-20,5	-0,8	-1,7
Investissements bruts	-7,6	-6,3	-6,7	-1,1	-3,2	0,4	0,4	0,1	1,4
Publics	-5,5	-6,8	-4,0	-1,3	-1,9	1,0	0,0	-0,8	0,5
Privés (Entreprises et ménages)	-0,4	0,5	-2,9	-0,7	-1,1	-0,9	0,1	0,6	1,0
dont secteur pétrolier	-0,2	0,3	-1,6	-0,4	-0,6	-1,0	0,0	0,5	0,9
secteur non pétrolier	-0,2	0,2	-1,3	-0,3	-0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Variation des stocks	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations nettes	0,0	3,6	6,8	19,2	6,8	-15,1	11,0	-3,3	-2,9
Exportations de biens et services non facteurs	-2,7	-2,1	-1,6	20,8	11,8	-17,6	-0,5	-3,7	-1,1
Importations de biens et services non facteurs	9,5	11,9	14,4	-1,6	-5,0	2,5	11,4	0,4	-1,8
Comptes nationaux									
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)									
Investissements	12,5	10,9	7,0	8,2	7,3	8,4	8,0	8,3	9,1
dont Secteur pétrolier	1,3	2,8	1,9	2,0	1,9	1,0	0,9	1,5	2,2
Epargne intérieure	26,3	26,0	11,7	21,4	37,1	16,0	25,0	21,0	20,4
Epargne nationale	14,4	5,6	8,2	14,3	11,4	5,9	17,0	14,8	14,6
Finances publiques									
Recettes totales	19,9	18,6	14,4	15,4	26,5	21,9	18,3	16,9	18,0
Recettes pétrolières	16,2	14,8	10,9	12,3	24,0	18,8	14,8	13,0	13,6
Recettes non pétrolières	3,7	3,9	3,5	3,0	2,5	3,0	3,5	4,0	4,4
Dépenses totales	19,8	16,8	16,3	12,8	14,7	19,4	18,4	18,3	17,4
Dépenses courantes	10,5	11,6	12,1	10,4	10,1	12,8	12,4	12,8	11,9
Dépenses en capital	9,3	5,2	4,2	2,3	4,6	6,7	5,9	5,6	5,6
Solde budgétaire primaire (déficit -)	0,8	2,7	-0,8	3,7	13,1	4,7	0,6	0,4	1,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts)	0,8	2,7	-0,8	3,6	12,7	3,5	0,6	0,3	1,8
Solde budgétaire primaire (hors intérêts et recettes pétrolières)	-20,9	-16,3	-14,8	-11,5	-15,2	-17,8	-16,3	-14,1	-13,2
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	0,1	1,8	-1,9	2,6	11,8	2,4	-0,1	-1,4	0,6
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	0,1	1,8	-1,9	2,6	11,8	2,5	-0,1	-1,4	0,6
Solde budgétaire de base (déficit -)	0,1	1,8	-1,9	2,6	12,2	3,6	-0,1	-1,3	0,7
Solde budgétaire de référence (>= -1,5 % du PIB)	-3,6	-1,8	-0,9	1,5	-2,0	-3,8	-0,2	-5,4	-0,6
Secteur extérieur									
Exportations de biens et services non facteurs, fob	48,5	48,2	30,9	34,2	48,3	26,9	24,9	20,8	21,1
Importations de biens et services non facteurs, fob	34,7	33,0	26,3	21,0	18,6	19,3	7,9	8,1	9,8
Solde du compte courant (dons off.incl., déf.-)	-2,8	-7,5	-0,8	4,1	1,0	-3,5	8,3	5,6	4,7
Solde du compte courant (dons off.excl., déf.-)	-2,4	-7,5	-1,0	4,1	0,8	-3,9	7,8	5,2	4,3
Stock de la dette extérieure/PIB	11,3	15,4	17,1	12,8	10,8	10,4	9,5	12,1	15,1
Ratio du service de la dette/Export banf	2,8	4,6	19,1	4,9	9,9	1,3	6,1	8,0	7,2
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	6,9	12,0	41,1	10,9	1,7	1,6	8,3	9,8	8,4
Encours de la dette totale/PIB	44,9	44,8	52,5	42,8	32,2	36,7	35,3	36,8	32,7
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	0,2	0,2	0,3	0,3	8,9	10,3	16,5	6,1	6,6
Réserves extérieures (en mois d'importations biens et services)	0,1	0,1	0,24	0,21	6,8	7,7	13,61	5,07	5,61
Pour mémoire									
PIB nominal (en milliards de FCFA)	7 274,7	6 658,4	5 694,7	6 774,1	8 537,8	7 429,7	7 592,2	7 156,9	7 323,3
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	5 381,2	4 930,7	4 518,7	5 136,4	6 345,6	6 404,9	6 628,7	6 418,2	6 570,7
Population (en millions d'habitants)	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5	1,6	1,7	1,7	1,8
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	9 690,1	8 126,6	6 850,8	8 171,4	8 867,5	7 657,5	7 569,5	7 201,1	7 439,5

Sources: Administrations nationales, FMI et BEAC

Annexe 2. L'Actif du BEAC

RUBRIQUES	31/12/2024	01/03/2025	31/12/2025	01/03/2026	variation	%
AVOIRS EXTERIEURS	679 883	882 231	244 915	127 991	-754 240	-85,49%
Encaisse-or	0	0	0	0		
Billets et monnaies/Zone Franc	5 333	211	1 082	418	207	97,90%
Billets déplacés non triés	0	0	0	0		
Trésor Français/Compte d'opération (solde créditeur)	444 430	555 728	130 875	75 972	-479 756	-86,33%
Correspondants	0	0	0	0		
Autres créances et avoirs en devises convertibles	208 233	304 106	91 530	31 304	-272 802	-89,71%
Avoirs en DTS	17 823	18 207	17 653	16 476	-1 731	-9,51%
Position de réserve FMI	4 064	3 979	3 775	3 821	-158	-3,97%
Avances Services Centraux à la BDEAC	0	0	0	0		
	0	0				
CREANCES SUR L'ETAT (1+2)	823 225	816 055	743 334	738 153	-77 902	-9,55%
1. CREANCES ACTIVES SUR L'ETAT	214 521	206 660	143 886	141 062	-65 598	-31,74%
Avances en comptes courants (art. 21)	0	0	0	0		
Avances à moyen terme (art. 19B)	0	0	0	0		
Avances exceptionnelles aux trésors	0	0	0	0		
Fonds fiduciaire (contrepartie versée au Trésor)	124 254	121 654	115 412	116 813	-4 841	-3,98%
Crédits du FMI (contrepartie versée au Trésor)	54 119	48 227	28 474	24 249	-23 978	-49,72%
.Facilité d'ajustement structurel (FAS)	0	0	0	0		
.Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR)	0	0	0	0		
.Facilité de Réduction de la Pauvreté et de Croissance (FRPC)	0	0	0	0		
.Accord de confirmation/Stand-by	34 030	28 559	13 547	9 141	-19 418	-67,99%
.Accord Elargi	20 089	19 668	14 927	15 109	-4 559	-23,18%
Resilience and Sustainability Facility (RSF)	0	0	0	0		
Titres détenus à des fins de politique monétaire	36 149	36 779	-0	-0	-36 779	-100,00%
Titres domestiques gérés par la Salle des Marchés	0	0	0	0		
2. AVANCES AUX BANQUES CONSOLIDEES SUR L'ETAT	608 703	609 394	599 447	597 091	-12 304	-2,02%
	0	0				
CREANCES SUR LES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE	45 000	15 000	85 000	99 700	84 700	564,67%
Concours du Marché Monétaire	45 000	15 000	85 000	99 700	84 700	564,67%
Avances à moyen terme	0	0	0	0		
Découvert accidentel	0	0	0	0		
	0	0				
CREANCES SUR LES AUTRES INSTITUTIONS BANCAIRES	0	0	0	0		
Concours du Marché Monétaire	0	0	0	0		
Avances à moyen terme	0	0	0	0		
Découvert Accidentel	0	0	0	0		
	0	0				
CREANCES SUR LES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES	0	0	0	0		
Concours du Marché Monétaire	0	0	0	0		
Avances à moyen terme	0	0	0	0		
	0	0				
CREANCES SUR LES ENTREPRISES PUBLIQUES NON FINANCIERES	0	0	0	0		
Concours du Marché Monétaire	0	0	0	0		
Avances à moyen terme	0	0	0	0		
	0	0				
CREANCES SUR INSTIT. BANC. EN LIQUIDATION NON CONSOLIDEES	0	0	0	0		
	0	0				
AUTRES POSTES DE L'ACTIF	5 954	6 662	7 552	14 340	7 678	115,26%
Titres de participation	0	0	0	0		
Immeubles et mobilier	1 449	1 481	1 825	1 835	354	23,93%
Comptes d'ordres et divers	4 010	4 174	4 772	11 803	7 629	182,80%
Ecart Avoirs en DTS	-0	0	0	0	0	-100,00%
Contrepartie des Allocations de DTS versées aux Etats	0	0				
Ecart de dévaluation	0	0	0	0		
Avances Services Centraux à la BDEAC (ajustement)	0	0	0	0		
Souscriptions de la quote-part au FMI en devises	31 176	30 523	28 957	29 309	-1 215	-3,98%
Recours au FMI (contrepartie non versée au Trésor)	0	0	0	0		
MOINS:	0	0	0	0		
.FMI compte no 1	-26 611	-25 532	-24 222	-24 780	752	-2,94%
.FMI compte no 2	-6	-5	-5	-5	0	5,92%
.position de réserve FMI	-4 064	-3 979	-3 775	-3 821	158	-3,97%
.Découvert accidentel aux BCM	0	0	0	0		
.Découvert accidentel aux AIB	0	0	0	0		
.Avances exceptionnelles aux Trésors	0	0	0	0		
	0					
TOTAL DE L'ACTIF	1 554 062	1 554 062	1 080 801	980 183	-573 879	-36,93%

Annexe 3. Passif de BEAC

	0					
BASE MONETAIRE (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	828 520	1 017 773	696 780	629 916	-387 857	-38,11%
1. Billets et monnaies hors banques créatrices de monnaie	387 893	353 709	394 456	367 384	13 675	3,87%
Billets et monnaies en circulation	418 347	390 208	423 542	399 289	9 081	2,33%
Billets déplacés non triés	0	0	0	0		
Moins:	0	0	0	0		
Encaisses des banques créatrices de monnaie	-30 454	-36 499	-29 086	-31 905	4 594	-12,59%
Encaisse du Trésor	0	0	0	0		
Imputation part billets de l'Etat dans les billets non triés des autres Etats	0	0	0	0		
2. Réserves des banques créatrices de monnaie	440 502	663 939	302 198	262 407	-401 532	-60,48%
Encaisses	30 454	36 499	29 086	31 905	-4 594	-12,59%
Comptes créditeurs	410 048	627 440	273 112	230 502	-396 938	-63,26%
Dépôts des CCP à la BEAC	0	0	0	0		
3. Dépôts des institutions bancaires en liquidation	0	0	0	0		
4. Dépôts des autres institutions bancaires éligibles au refinancement de la BEAC	0	0	0	0		
5. Dépôts des autres institutions bancaires non éligibles au refinancement de la BEAC	0	0	0	0		
6. Dépôts des institutions financières non bancaires	119	119	119	119	0	0,35%
7. Dépôts des entreprises publiques non financières	6	6	6	6	0	0,00%
	0	0				
DEPOTS ET ENCAISSES DE L'ETAT	472 364	449 524	167 950	133 359	-316 165	-70,33%
Encaisse du Trésor	0	0	0	0		
Comptes courants du Trésor et comptables publics	93 229	74 445	53 881	37 949	-36 496	-49,02%
Dépôts spéciaux du Trésor et comptables publics	356 929	352 834	91 582	73 022	-279 812	-79,30%
Fonds STABEX - Collectivités Locales - Autres comptes courants	22 212	22 251	22 493	22 394	143	0,64%
MOINS:	0	0	0	0		
Dépôts à la BEAC-Entreprises	-6	-6	-6	-6		
Dépôts à la BEAC-BCM	0	0	0	0		
Dépôts à la BEAC-IFNB & AIBNE	0	0	0	0		
Dépôts à la BEAC-organismes régionaux ACIE (UDEAC)	0	0	0	0		
	0	0				
ENGAGEMENTS EXTERIEURS	205 537	196 020	168 316	165 325	-30 695	-15,66%
Comptes courants des banques et institutions étrangères	26 617	25 538	24 227	24 786	-752	-2,95%
Dépôts à la BEAC-organismes régionaux (ACIE-UDEAC, ...)	1 409	921	507	50	-871	-94,61%
Banques et Institutions Financières de la Zone (BDEAC, ...)	0	0	0	0		
Trésor Français/Compte d'Opérations (solde débiteur)	0	0	0	0		
Imputation part billets de l'Etat dans les billets non triés des autres Etats	0	0	0	0		
Emprunts et Dettes à Long et Moyen Terme	0	0	0	0		
Fonds fiduciaire	0	0	0	0		
Allocations DTS	150 009	146 871	139 335	141 026	-5 845	-3,98%
Recours aux crédits FMI	54 119	48 227	28 474	24 249	-23 978	-49,72%
.Facilité d'ajustement structurel (FAS)	0	0	0	0		
.Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR)	0	0	0	0		
.Facilité de Réduction de la Pauvreté et de Croissance (FRPC)	0	0	0	0		
.Accord de confirmation/Stand-by	34 030	28 559	13 547	9 141	-19 418	-67,99%
.Accord Elargi	20 089	19 668	14 927	15 109	-4 559	-23,18%
.Resilience and Sustainability Facility (RSF)	0	0	0	0		
Moins:	0	0				
FMI compte no 1	-26 611	-25 532	-24 222	-24 780	752	-2,94%
FMI compte no 2	-6	-5	-5	-5	0	5,92%
	0	0				
FONDS PROPRES	-2 300	-2 244	-1 982	-2 288	-44	1,96%
Capital	0	0	0	0		
Réserves	-2 300	-2 244	-1 982	-2 288	-44	1,96%
Provisions	0	0	0	0		
Report à Nouveau	0	0	0	0		
	0	0				
AUTRES POSTES DU PASSIF	49 941	58 874	49 735	53 871	-5 003	-8,50%
Compte de Résultat	21 173	29 298	20 840	25 788	-3 510	-11,98%
Compte d'ordre et divers	29 302	29 554	28 895	28 083	-1 471	-4,98%
Ecart "Allocation de DTS"	-0	-0	-0	-0	0	-99,97%
Ecart "Banques et Institutions Financières Etrangères" (BIFE)	-534	22	0	0	-22	-100,00%
Ecart "Comptes courants des Trésors Nationaux"	0	-0	0	0		
Ecart "Dépôts des Banques & Instit.Financ. Zone"	0	-0	0	0		
Ecart "Autres comptes courants"	0	1	0	0		
TOTAL DE PASSIF	1 554 062	1 554 062	1 080 801	980 183	-573 879	-36,93%